

What are the ideal characteristics of a degrowth-oriented enterprise? Relevance of the social enterprise model

Auteur : Furnémont, Louise

Promoteur(s) : Meert, Simon

Faculté : HEC-Ecole de gestion de l'Université de Liège

Diplôme : Master en sciences de gestion, à finalité spécialisée en management des entreprises sociales et durables

Année académique : 2023-2024

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/21247>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Appendices

Table of contents

Appendix I – Interview Guide	3
Appendix II – Transcript of Interviews	4
Interview n°1	4
Interview n°2	10
Interview n°3	18
Interview n°4	24
Interview n°5	30
Interview n°6	35
Interview n°7	40
Interview n°8	44
Interview n°9	48

Appendix I – Interview Guide

Décroissance

- 1) Comment définiriez-vous la décroissance et quelles sont ses principales caractéristiques ? Et quelle est/sont la(les) raisons pour la(es)quelle(s) ce paradigme émerge aid ?
- 2) Comment la décroissance pourrait-elle être mise en pratique au niveau des entreprises ?

Focus entreprises

- 3) Les entreprises telles que nous les connaissons aujourd’hui (entreprises capitalistes) ont-elles leur place dans un monde en décroissance ?
 - a. Si non, comment les modèles d'affaires des entreprises devraient-ils évoluer pour s'aligner avec les principes de la décroissance ?

Entreprises sociales

- 4) Connaissez-vous le modèle des entreprises sociales / d'économie sociale ?
- 5) Selon vous, les modèles d'affaires des entreprises sociales sont- ils plus adaptés à un environnement de décroissance que les modèles capitalistes traditionnels ? Pourquoi ?
- 6) Quelles sont les caractéristiques de ces entreprises qui en font un modèle pertinent et pourquoi ?
- 7) Comment le modèle d'entreprise sociale pourrait-il contribuer à la lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement ?
- 8) Dans quelle mesure ces entreprises favorisent-elles l'amélioration du bien-être social ?
- 9) Quelles améliorations pourraient être apportées au modèle des entreprises sociales/capitalistes afin d'être encore plus pertinent ?
- 10) Existe-il selon vous un autre modèle (que celui des entreprises sociales) pertinent dans un monde en décroissance ?

Appendix II – Transcript of Interviews

Interview n°1

- 1) Quelles sont selon vous les raisons qui font que le paradigme de la décroissance émerge aujourd'hui ?

La décroissance, moi, quand j'étais étudiante en 3^{ème} bac, un professeur nous avait demandé d'écrire un essai sur la décroissance. Je ne suis pas sûre que ça émerge maintenant parce que 3^{ème} bac, c'était en 2015, donc ça fait déjà une dizaine d'années. Donc je ne suis pas sûre que ça émerge. Je pense que ça a émergé un petit peu avant et j'ai l'impression que pour le moment, il y a cette volonté aussi de se détacher un peu de la décroissance parce que le terme fait peur. Enfin puisqu'il n'est pas vendeur peut-être au niveau des politiques. Par exemple au niveau du projet européen toutes les personnes avec qui on travaille sont plus ou moins convaincues de cette idée de limiter la production et la consommation, mais on parle très rarement de décroissance directement et surtout pas dans nos documents. On va parler surtout de post-croissance. Et puis on va aller, je pense vraiment sur le terme le plus porteur pour le moment, et encore, c'est la sobriété. Enfin, sufficiency en anglais. Et c'est plutôt autour de ça que pour le moment, en tout cas dans le projet européen qui est un projet, je crois on est 15 institutions différentes. C'est gros les projets européens, c'est quand même beaucoup de parties prenantes à travers toute l'Europe, voir plus. Et donc tu peux quand même déjà sentir un peu la température sur les différents termes. Et alors nous, on doit aussi faire des recommandations à l'Union européenne, donc il est important pour nous de choisir les bons termes qui ne font pas trop peur.

Et donc la décroissance, je pense que dans le milieu académique entre nous, c'est ok entre nous, mais peut-être au moment de communiquer vers le grand public, les entrepreneurs de l'économie plus classique et les politiciens, c'est le genre de termes qu'on ne va peut-être pas utiliser. Mais ce sont des phénomènes qu'on va quand même essayer de décrire.

- 2) Comment est-ce que vous définiriez la décroissance ?

Pour moi, la philosophie de la décroissance, c'est d'essayer de limiter la consommation individuelle mais collective aussi et d'avoir tout un système derrière qui permet aussi de vivre en cohérence avec ses limites. Donc ce ne sont pas juste des activités d'un individu, mais comme tu le mentionnais au début, c'est effectivement des politiques publiques, mais également des modèles d'entreprise, et en fait un modèle de société qui est repensé. Et ça va jusque les valeurs de chacun, les systèmes d'éducation, le système d'entraide au sein de la société. Et ça limiter, c'est surtout pour les Global North pour les pays riches.

Et puis, pour les pays qui sont en développement et qui n'ont pas encore explosé leur plafond environnemental, c'est de réfléchir à une croissance raisonnée, donc se dire comment est-ce qu'on peut éviter qu'ils explosent le plafond comme nous. Tout en ayant le respect des besoins de chacun. Je dirais que la croissance amène beaucoup de questions d'inégalités, donc limiter les inégalités, de justice sociale.

Ce qui moi fait vraiment écho à mon positionnement pour la décroissance, c'est la théorie du Donut, que je connais mieux parce que j'ai travaillé dessus et je pense que ça fait vraiment sens. Et que, même si ça ne dit pas frontalement, il faut diminuer le PIB, ça donne les voies pour vers lesquels on devrait s'orienter pour arriver dans le donut, et parmi lesquels il y a de la décroissance mais pas que. La décroissance pour les pays du Nord mais les Global South, il y aura de la croissance du PIB.

Moi, je dois bien t'avouer, par rapport à tous ces termes, comme je dis, ça ne fait pas non plus super longtemps que je suis dans le domaine, mais j'ai quand même toujours l'impression qu'il y a 1000 termes pour dire un peu la même chose. Evidemment, il y a des spécificités. Les académiques, ils adorent aller dans le détail. Mais en gros, c'est quand même toujours la même chose, on a compris ce qu'on voulait dire, c'est le donut. Et donc c'est vrai que le mot décroissance, je pense que pour le grand public ça fait peur. Mais après la théorie du Donut, elle n'est pas encore parlante pour tout le monde et donc un terme comme décroissance, on entend croître, décroître tout ça, donc on sait bien ce que c'est. La théorie du Donut, il faut quand même expliquer.

- 3) Comment est-ce que les modèles des entreprises capitalistes telles qu'on les connaît aujourd'hui devront évoluer pour s'aligner avec les principes de décroissance, sobriété, rentrer dans le donut ?

Moi je pense que le point clé, ce sont les dividendes, enfin la rémunération du capital. Evidemment, les entrepreneurs des PME ne sont pas assoiffés de profit et ne font pas juste des activités pour être plus lucratif et s'en mettre plein les poches. Mais, de manière fondamentale, et notre économie repose quand même là-dessus et je pense que c'est là la clé du problème. Et donc c'est là que je pense que l'économie sociale avec la limite de la rémunération du capital peut être une voie. Après, il ne suffit pas juste de limiter la rémunération du capital. Il y a toute une réflexion derrière et une philosophie, des pratiques de gouvernance qui sont importantes d'accompagner.

Je crois surtout, dans les processus de transition et transformation, que c'est systémique. C'est à dire que tu ne peux pas toucher juste à un élément et tout va changer. Il faut accompagner différents éléments du système, et donc pour une entreprise, je pense que ça va plus loin que juste, « on arrête de rémunérer le capital, et tout va être solutionné ». Maintenant, je pense que c'est quand même un peu la base.

La théorie du Donut qui est donc proposée par Kate Raworth, Kate Raworth, elle a développé une équipe qui est renommée le DEAL, le Donut Economics Action Lab, et cette équipe-là, elle travaille sur la réflexion de comment est-ce qu'on peut appliquer la théorie du Donut à des villes, à des politiques publiques mais aussi aux entreprises. Et ils reprennent dans ce cadre-là, je pense qu'elle le mentionne aussi dans son livre, mais les « sign board ». Donc elle met 5 éléments qui doivent être repensés si on veut amener l'entreprise dans le donut. Alors je les ai plus comme ça en tête, mais y a les pratiques de gouvernance, le modèle de financement, la mission. Donc, c'est vraiment de manière globale tous ces éléments-là qui doivent être repensés si on veut faire que les entreprises participent à une société de décroissance, ou en tout cas de donut.

Comme je le mentionnais en préambule, moi, je crois beaucoup en la participation des travailleurs, des citoyens à leur démocratie, et donc de rendre les gens acteurs de leur environnement, de leur société. Parce que je pense que c'est comme ça qu'on comprend un peu les choix, les décisions difficiles et que c'est comme ça qu'on se sent responsable des décisions qu'on prend.

Par rapport à la circularité, peut-être par rapport à l'économie de la fonctionnalité, donc le projet pour lequel j'ai travaillé un tout petit peu. Ce qui était intéressant, c'est que c'était un projet d'équipe aussi, et dans cette équipe-là, ils ont amené le concept d'économie de la fonctionnalité fortement soutenable. Parce que la circularité, c'est bien dans son idée, mais en fait si finalement il y a plus de consommation parce qu'on se dit, c'est circulaire donc c'est moins consommateur d'énergie, donc je peux me permettre de consommer plus, ce n'est pas le but. Donc ici, on touche à l'effet rebond. Et donc la circularité sans finalement une réelle motivation, une éthique derrière qui cherche à vraiment limiter la consommation et la consommation finale, je pense que ce n'est pas ce n'est pas la voie non plus. Donc il y a une limite en fait à l'économie circulaire qui n'est peut-être pas souvent discutée ou réfléchie. Donc, ce n'est pas la panacée l'économie circulaire non plus.

- 4) Est-ce que vous pensez qu'il y a des critères propres aux entreprises sociales qui en font un modèle adapté dans un monde en décroissance ?

Oui, je pense que j'ai quand même mentionné la rémunération du capital, la gouvernance participative, l'indépendance.

Par rapport à la gouvernance participative, le fait de rendre les travailleurs plus conscients des choix délicats à opérer à certains moments. Je pense à l'entreprise Terre évidemment. Pour moi, l'entreprise Terre de par la participation des travailleurs, elle permet de prendre en compte les inégalités sociales, qu'elles soient en Belgique parce qu'elles engagent du personnel éloigné du marché de l'emploi et qui contribuent directement aux décisions, mais aussi avec leur ONG, Autre Terre, ils ont une réflexion plus globale sur l'impact de l'activité de la Belgique sur le reste du monde et cette cohérence au niveau global. Et du coup, pour moi, le fait que les travailleurs peuvent avoir des décisions au sein de leur entreprise et que cette entreprise aussi amène une réflexion de Nord-Sud fait que ces travailleurs vont être aussi conscients de ces problématiques-là et du coup peuvent avoir plus de conscience de l'activité que eux ont sur le reste du monde et des inégalités que ça peut générer et donc peut-être vont prendre des décisions plus en phase avec cette réflexion de décroissance, d'éthique et de respect de chacun sur toute la planète. Donc plus de prise de conscience de ce qu'une activité économique peut générer au niveau global. Comme ils sont amenés à prendre des décisions et qu'en plus il y a une ONG qui a une réflexion Nord-Sud, tu peux avoir cette réflexion vraiment globale déjà des inégalités en Belgique, mais des inégalités avec le Sud.

J'essaye de retrouver cette auteure, qui a vraiment développé le concept de not-for-profit organisation. Je l'avais entendue dans un podcast et je trouvais que c'était super intéressant parce qu'elle disait d'essayer de s'imaginer une société où il y avait vraiment que des entreprises qui ne pouvaient pas générer de profit, donc tous les profits générés c'était soit réinvesti dans l'entreprise, soit distribué, enfin en salaire. Elle disait ça amène vraiment une réflexion différente sur quand on se lève le matin et qu'on va travailler pour l'entreprise, ce n'est pas pour générer de l'argent pour les actionnaires, mais c'est vraiment pour contribuer à la société. Je pense que du coup-là tu travailles vraiment pour le bien être de chacun et vraisemblablement tu peux peut-être travailler moins aussi, si les besoins sont limités et donc passer du temps à faire autre chose. Donc je pense que vraiment si tu pousses à l'extrême, si on avait une société de vraiment aucun profit ça serait très très très très différent. Mais c'est une réflexion, c'est utopique, mais c'est intéressant de faire l'exercice quand même. Voilà, c'est Jenifer Hinton. Je trouve que ce qui est intéressant dans sa démarche, c'est qu'elle ne parle pas directement d'économie sociale. Parce que, enfin moi j'ai l'impression que l'économie sociale ils ont déjà compris le truc. Et donc c'est clair qu'ils peuvent être des cas inspirants, mais ce qui est intéressant, c'est d'aller voir là où des entreprises comme Patagonia, même si moi je ne suis pas convaincu de ce que Patagonia fait. Finalement, leur objectif c'est quand même de vendre des produits dont on n'a pas toujours besoin. Donc ça reste quand même toujours le profit.

Mais donc je pense que ce qui est intéressant avec ses recherches à elle, c'est qu'elle s'intéresse au business plus classique et que donc l'économie sociale certes est un des exemples inspirants et sont là pour montrer la voie et pour moi, j'ai pas l'impression qu'ils doivent tellement se questionner par rapport à leur modèle d'entreprise parce qu'ils sont déjà en phase avec le donut, si y a une vraie entreprise d'économie sociale, mais c'est comment amener les autres entreprises à essayer d'adopter des pratiques de ce style-là.

J'essaye de trouver une entreprise d'économie sociale qui ne serait pas en phase avec cette idée de décroissance, je n'en ai pas. Peut-être un peu, mais ça, ça ne dépend pas tellement des entreprises d'économie sociale, mais vu la pression qu'il y a, la compétition entre les acteurs du marché économique et le monde dans lequel ils évoluent, ils sont parfois contraints de mettre les travailleurs trop à contribution. Et le bien-être des travailleurs n'est peut-être pas toujours aussi protégé que ce qu'il souhaiterait. Donc tu vas avoir beaucoup de burn-out en dans les entreprises d'économie sociale,

or ce n'est pas la société pour laquelle ils travaillent je pense, ils auraient envie de travailler. Et ça c'est vrai, c'est peut-être une limite, mais je ne pense pas que c'est dû au modèle, quoi qu'il pourrait peut-être avoir une réflexion un peu plus approfondie là-dessus, mais plutôt dû à l'environnement dans lequel ils évoluent et que malgré un modèle assez exemplaire, ils n'arrivent pas à protéger leurs travailleurs peut-être de pression plus large de la société.

- 5) Donc tu penses que peut-être aussi y a des modèles d'entreprise sociale qui y a un moment se rendent compte que leur business ne fonctionne pas très bien et du coup se redirigent vers un modèle plus classique ? S'ils se rendent compte qu'ils rencontrent des difficultés financières.

Oui, je pense. En fait si au moment la création de ton entreprise, tu es vraiment convaincu que tu veux faire de l'économie sociale, je pense que là ça va aller, c'est que vraiment, ce que tu cherches à faire, c'est créer une activité qui a du sens. Mais si tu crées une activité où t'as envie de faire du business mais en ayant quand même une éthique assez forte, dans le respect du bien-être, de la société, mais qu'en fait, finalement, tu te laisses porter par l'activité et que ce qui t'intéresse, c'est vraiment faire tourner l'activité, finalement au détriment de parfois les valeurs de début. Là, tu pourrais être tenté d'être remportée par d'autres pratiques. Donc je pense, ça dépend vraiment du point de départ de ce pourquoi tu crées ton entreprise. Si c'est plus pour un problème de société que tu veux vraiment résoudre, je pense qu'il n'y a pas trop de problèmes, mais si c'est plus pour toi t'amuser entre guillemets, faire une activité qui te plaît, là il y a peut-être un risque que tu oublies un peu ce pourquoi tu le fais au début, mais je n'ai pas d'exemples concrets comme ça, mais oui.

- 6) Comment est-ce que vous pensez que le modèle d'entreprise sociale peut contribuer à la lutte contre le changement climatique ou la préservation de l'environnement ?

Ce n'est pas vraiment dans leur ADN de base, mais je pense qu'un élément important c'est le fait d'être dans le local. Si je reviens à l'économie de la fonctionnalité et à cette conception de qu'est-ce qui peut faire que l'économie de la fonctionnalité soit fortement soutenable ? L'équipe de recherche avait notamment mis en lumière qu'il faut travailler avec des acteurs locaux, rechercher à satisfaire le besoin de manière locale. Et je pense que de manière générale, les entreprises d'économie sociale sont en général des petites entreprises qui travaillent avec des acteurs locaux et donc je pense qu'elles ont une meilleure vision de l'impact de leurs activités sur l'environnement. Si tu travailles avec le local, tu cernes mieux les acteurs avec qui tu travailles, tu connais mieux leur méthode, leurs dérives aussi. C'est mieux contrôlé. Tu peux vérifier que tu travailles avec des acteurs qui sont conscients de l'impact de leurs activités.

Donc là ce n'est peut-être pas dans l'ADN, dans les critères qui vont définir ce que c'est une entreprise d'économie sociale, mais que de facto, tu es plus amené à travailler avec des acteurs autour de toi, donc voilà. Évidemment, il y en a dont la mission centrale c'est ça, c'est de lutter contre le changement climatique, protéger la biodiversité, etc. Mais je pense quand même que, même si leur mission n'est pas n'est pas celle-là, dans un premier temps, je pense effectivement que d'avoir une meilleure vision de la chaîne de création de valeur permet de mieux voir où on fait pas bien, où on fait bien, et de s'améliorer à ce niveau-là et que, même si ça fait partie de leur mission, les entreprises d'économie sociale vont essayer de respecter ça puisque quand l'entreprise d'économie sociale, sa première mission, c'est de travailler pour des problématiques de la société, ça fait partie de ces problématiques-là. Et puis maintenant, on est tellement conscients que le changement climatique a un impact sur le bien-être des gens. Ça deviendrait incohérent d'avoir une activité qui a un impact écologique fort ou environnemental fort, et qui travaille pour le bien-être des gens.

Je pense que, en termes de cohérence, normalement, ils vont chercher à aussi respecter ça.

7) Quelles améliorations pourraient être apportées au modèle des entreprises sociales/capitalistes afin d'être encore plus pertinent ?

Je serai encore plus stricte sur la rémunération du capital. Mais dans une vision idéaliste de la société, parce que pour le moment, si tu limites la rémunération du capital, c'est compliqué, encore plus la tâche aux entreprises d'économie sociale de trouver des fonds. Or ce n'est pas le but. Mais dans un monde idéal, je pense que c'est si tu veux être plus décroissant, il faudrait passer par là.

Donc tu trouves que parfois il y a encore trop de trop de rémunération du capital ?

Oui, et ça me fait penser aussi à la différence des salaires au sein des entreprises d'économie sociale. Il existe des entreprises d'économie sociale qui limitent, qui font des ratios et qui limitent ces ratios là mais ça reste quand même impressionnant. Or, mais bon après c'est pas ces là personne qu'on vise, mais dans le monde décroissant, il y a quand même une idée que y aura moins de très très très très riches mais bon ils ne sont pas les directeurs d'entreprises d'économie sociale en générale, ce n'est peut-être pas un bon exemple. Maintenant, peut-être que ça pourrait devenir un principe fondamental des entreprises d'économie sociale pour les rendre encore plus inspirantes pour les autres.

Peut-être avoir, enfin c'est encore des exigences de mesures, mais des bilans carbone. Comme on vient de parler de l'aspect environnemental, et que ce n'est pas tellement répertoriée comme faisant partie de leur ADN, peut être que ça pourrait intégrer. Et d'essayer de poser un cadre sur l'impact environnemental que ça pourrait avoir. Mais c'est de nouveau demander du reporting et de démarches administratives en plus. Tout en ayant la conscience que ce genre de de rapport, ça ne garantit pas toujours non plus un réel respect de l'environnement au niveau des pratiques, mais ça peut y contribuer je pense quand même. Je ne sais pas si le ferai vraiment tout vois, mais je me dis, c'est vrai qu'en discutant avec toi je me dis peut-être que là y a un effort à faire au niveau environnemental, enfin un effort, une balise à mettre. Que c'est sous-entendu, c'est dans la cohérence de leurs activités, mais ce n'est pas clairement établi. C'est plus qu'un bilan carbone, je pense que l'idée ce serait que l'économie sociale se positionne par rapport à leur impact sur l'environnement et donc que ça rentre un peu dans ce qui veulent promouvoir, qu'ils affichent.

Concernant les différences de salaires que j'évoquais précédemment, je pense que globalement, dans la société il devrait y avoir ce genre de réflexion pour être plus décroissant. Mais je ne pense pas que les entreprises sociales ont un réel problème au niveau des salaires qu'ils proposent. Ça s'appliquerait plutôt aux entreprises d'économie classique.

8) Une économie composée uniquement d'entreprises de ce type est-il envisageable ?

C'est faisable, oui, ça pourrait exister, mais pas dans le monde actuel. Théoriquement oui, ça fonctionnerait, mais pas dans notre monde pour le moment. A part si on a un dictateur mondial qui impose ça, je ne vois pas comment ça pourrait être faisable. Et pour le moment, par la volonté de la population non plus, parce que les élections l'ont clairement montré. Je pense qu'il y a une majorité de la population qui individuellement ne souhaite pas ça, qui souhaite continuer à avoir une rémunération du capital, qui souhaite avoir l'idée qu'il y a des salaires exorbitants et qui pourrait peut-être accéder eux-mêmes donc je pense qu'actuellement la population ne souhaite pas ça.

Peut-être qu'elle se dit, ce serait bien, de manière collective, mais moi je veux toujours pouvoir avoir accès à ça et l'idée de pouvoir consommer à outrance, je veux que ça reste là. Donc, en théorie ça faisable, le système fonctionnerait si c'était comme ça, je ne pense pas qu'il y aurait un problème, un effondrement et que du coup plus personne n'aurait rien à manger, je ne pense pas que ça serait ça donc je pense que ça fonctionnerait très bien et que ça serait très beau à voir. Mais que ce n'est pas possible vu les motivations d'une large partie de la population. Que l'idée de se contraindre, de se

limiter dans sa consommation, de se limiter dans l'idée de consommer plus, ne convainc pas les gens aujourd'hui. Et qu'ils ont toujours l'impression d'avoir trop peu et qu'ils veulent plus. Tant que le l'humain sera dans l'idée qu'il veut toujours consommer plus, alors ça ne changera pas.

Interview n°2

1) Quelles sont selon vous les raisons qui ont fait que le paradigme de la décroissance a émergé ?

Je dirais qu'il y a 2 mouvements parallèles. D'habitude, on associe beaucoup la décroissance aux limites écologiques de notre modèle et donc la source pour moi, c'est vraiment le Club de Rome, enfin, le rapport Meadows. Enfin, il y avait certainement des signaux annonciateurs, mais pour moi, ça a vraiment été le déclencheur et la réalisation que la croissance illimitée allait être compliquée à minima. Mais il y a aussi un volet social hyper important. Et si on voit les précurseurs de la décroissance comme Illich où André Gorz, l'écologie a une part essentielle dans leur travail mais ils avancent surtout des arguments sociaux, en termes d'équité. Ils mettent vraiment l'accent sur les rapports de domination qui sont induits par les logiques de croissance et donc la décroissance, c'est une forme de remise en cause de ces rapports de domination, d'exploitation, que ce soit vis-à-vis de la nature mais aussi entre les hommes évidemment.

Et donc le fait que ça prenne de l'ampleur ces derniers temps, je pense que c'est une conjugaison de ces 2 mouvements. Le fait que, à la fois, il y a une crise climatique et une extinction de masse majeure, en plus d'inquiétudes sur la disponibilité des ressources et d'autres types de pollution. Et qu'en parallèle il y ait une forte montée des inégalités, une forte montée des disparités entre certaines catégories de la population.

Je pense que tout à la fois on se rend compte des limites écologiques de la croissance et en même temps on perçoit de moins en moins les bénéfices sociaux qu'elle peut apporter.

2) Comment est-ce que vous définiriez la décroissance ?

La version simple, c'est juste une diminution du PIB, mais planifiée, organisée, avec un certain nombre d'objectifs en tête. Après on peut, on peut s'accorder ou non sur les objectifs.

La définition que donne Timothée Parrique est intéressante parce qu'elle est consensuelle. Mais du coup, elle n'exclut pas grand-chose de la décroissance, parce que tout le monde veut être au service de la justice sociale. Je sais plus quels sont les 3 critères qu'il donne, mais la réduction dans les pays riches, pour limiter les impacts écologiques et au service de la qualité de vie ou je sais plus comment il le formule. C'est relativement consensuel et du coup ça n'aide pas tant que ça à vraiment cerner, qu'est-ce qu'on mettrait derrière ? Notamment, qu'est-ce qui serait des politiques de décroissance ?

Mais donc le plus simple, ça reste de dire que c'est une diminution planifiée du PIB.

3) Comment la décroissance pourrait-elle être mise en pratique au niveau des entreprises ?

Puisque la décroissance est vraiment définie au niveau national, dès qu'on sort de cet échelon, ça devient beaucoup plus compliqué, parce que on rentre justement dans ce que la définition de Timothée Parrique élude, à savoir, qui est-ce qui fait les efforts de diminution donc quelle est la clé de répartition des efforts entre les acteurs pris individuellement. Parce que si, par exemple, l'objectif de la décroissance c'est de limiter les impacts écologiques, globalement, on sait que juste diminuer le nombre de voitures en circulation par exemple, ça ne suffira pas, ou en tout cas ne va pas du tout assez vite sur ce point et qu'il faut aussi électrifier les voitures qui restent. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas essayer de diminuer le parc automobile, mais il y a aussi des progrès technologiques à faire. Et du coup les entreprises qui travaillent dans ces progrès technologiques, elles devront peut-être croître en fait.

Là où je veux en venir, c'est que dès qu'on descend, on va se retrouver face à des acteurs qui vont me dire oui mais moi j'ai encore le droit de croire parce que je sers un but de réduction de l'impact écologique, amélioration du bien-être, du lien social, etc. Il y a plein d'entreprises, en fait, qui vont trouver une justification non seulement à leur existence, mais l'augmentation de leur production. Parce qu'elles contribuent à quelque chose qui est désirable, qu'on soit ou non en décroissance.

Après dans le monde économique, y a souvent des oppositions assez frontales au terme décroissance, mais même au-delà de ça en fait, il y a une opposition frontale parce que pour une entreprise c'est difficile. Enfin, parler de décroissance à l'échelle nationale, ça ne dit pas grand-chose de ce que devront faire chacun des acteurs, chacun des secteurs.

4) Quelles sont les caractéristiques propres aux entreprises sociales qui en font un modèle adapté dans un monde en décroissance ?

Juste un petit avertissement, nous on travaille en fait assez peu avec des entreprises sociales. Ça nous arrive, mais voilà. Pardon, je n'ai pas présenté mon entreprise, mais on a un certain nombre d'activités parmi lesquelles l'appui à la création de fondations actionnaires donc là, c'est des fondations, donc ça rentre dans le champ de l'économie sociale. Et puis notamment, c'est des fondations qui vont du coup financer des associations qui elles sont en plein dans ça.

Après on a un volet aussi assez important autour de la question de la mission, donc l'accompagnement vers la qualité « société à mission », dans le sens du droit français, et les évolutions du modèle économique qui vont avec. Mais ça, du coup, ça s'applique à n'importe quel type d'entreprise et il y a des entreprises de l'ESS qui sont allés dans cette direction, mais c'est pas du tout les seules et même presque au contraire. Parce qu'en fait elles, elles ne ressentent pas forcément le besoin de définir une mission, vu qu'elles ont l'impression d'en avoir déjà une de faite. Et donc, c'est souvent plus des entreprises assez classiques mais qui veulent se donner une vision, une mission et se fixer des objectifs. Donc on s'adresse au monde économique, au sens large et donc pas qu'aux entreprises sociales. Je ne suis pas particulièrement compétent dans le champ des entreprises sociales. Je suis de loin, ça m'intéresse beaucoup.

Ceci étant dit, nous, quand on parle de post croissance, nous avons réalisé une étude entreprise et post-croissance découpée en 3 parties, gouvernance, modèle économique et comptabilité. Et donc là, sur ce sujet-là, ce qui va intéresser aussi, c'est la question de la gouvernance. Ce qu'on a observé, c'est que les entreprises qui questionnent la place de la croissance dans leur modèle, souvent en fait commencé par modifier leur gouvernance pour se permettre ce questionnement, cette remise en question. Et donc modifier la gouvernance, ça veut dire à la fois modifier le partage du pouvoir au sein de l'entreprise, qui détient le pouvoir et qui peut l'exercer ? Et c'est d'autre part modifier le partage de la valeur. Donc comment les excédents sont redistribués.

Et pour le coup, les entreprises sociales sont en plein dans ces 2 domaines. Quand on a des coopératives, il y a un partage du pouvoir hyper fort marqué. Et la tentative de permettre à chaque membre d'exercer une partie du pouvoir. Et un partage de la valeur aussi très fort. Donc voilà, les principes une-personne-une-voix et la limitation de la lucrativité, ce sont des choses qui peuvent être très fortes pour diminuer les pressions internes à la croissance de l'entreprise. Oui, ça c'est quelque chose sur laquelle je ne suis pas venu tout à l'heure, je disais que du coup, c'est compliqué quand on parle de décroissance, d'essayer de descendre un concept national à l'échelle des organisations. Par contre, ce qui est intéressant, c'est qu'à l'échelle des organisations y a un certain nombre de pressions internes à la croissance. La gouvernance, ça en fait partie. Le fait qu'il y ait par exemple des actionnaires qui s'attendent à un rendement, ça met une pression sur l'ensemble de l'entreprise, mais c'est pas que forcément une attente de rendement, ça peut être aussi juste des dirigeants alors soit qui ont leur rémunération indexée sur le chiffre d'affaires par exemple, et donc là ils vont avoir un intérêt financier à le faire, mais ça peut être aussi un intérêt carriériste ou juste la volonté en fait d'être à la tête d'une boîte plus importante ou la volonté d'avoir fait grandir une boîte pour avoir un nom sur son CV ensuite,

qui puisse être valorisé auprès d'autres entreprises. En fait, il y a plein de motivations comme ça qui sont souvent liés aux critères financiers, mais pas que, qui peuvent jouer ?

Il peut aussi y avoir la volonté de, pour des petites entreprises, le sentiment que si on était plus nombreux, on arriverait à faire plus de choses ou à traiter davantage de thématiques ou à les traiter mieux parce qu'on aurait plus de moyens. Et donc il y a aussi une volonté de croître pour faire mieux son travail ou parce qu'on a l'impression qu'on répond à un besoin, et que du coup c'est légitime de croire. Bref, il y a un ensemble là de pressions interne à la croissance et donc couper la possibilité d'extraire des profits et la possibilité de gagner du pouvoir, c'est quand même supprimer 2 incitations très fortes à la croissance à mon sens.

Voilà, mais ça ne veut pas dire qu'il n'y en a pas d'autre part ailleurs. Typiquement, dans les mutuelles, de ce que j'ai cru comprendre, il n'y a certes pas de d'actionnaires et de profits externe, donc on pourrait dire qu'il n'y a pas d'extraction financière, mais pour autant il n'y a pas forcément de limite posée sur les salaires des cadres dirigeants. Et donc en fait les salaires se retrouvent à peu près similaires face à des sociétés anonymes classiques et par ailleurs il y a eu des soucis de corruption ou en tout cas en fait du coup de cadres dirigeants qui ne font pas de profit par eux-mêmes, mais qui rémunèrent des amis ou des connaissances à eux en dehors de l'entreprise, en leur accordant des contrats un peu trop généreux.

Enfin donc voilà, ça ne supprime pas toutes les possibilités d'extraire des profits, mais par rapport à notre cadre de réflexion qui était la post-croissance, on constatait le fait d'avoir un partage du pouvoir plus étendu, notamment en donnant la parole à d'autres parties prenantes qui ne sont pas forcément représentées habituellement. Et un partage de la valeur plus contraint, soit qui fixe des limites à profit qui peuvent être générées, soit qui cherche à répartir la valeur auprès des autres parties prenantes qui ne sont pas forcément valorisées habituellement, ça peut être des mécanismes assez forts.

- 5) Outre les aspects de gouvernance que nous venons d'évoquer, est-ce qu'il y a d'autres caractéristiques des entreprises sociales qui pourraient être pertinentes ?

Du coup, on va arriver à mes limites de connaissance de l'ESS mais moi quand je me représente l'économie sociale, je vois des coopératives, des mutuelles, et des associations. Donc moi c'est vraiment, c'est 3 types d'organisation que je rattache et donc en fait il n'y a pas de spécificité intrinsèque au-delà de la lucrativité limitée et pas d'actionnaires, donc une-personne-une-voix. Après, en fait, il peut y avoir des entreprises qui ont un modèle extrêmement extractivistes en termes de modèle économique ou de comptabilité, des entreprises sociales qui ont un modèle aussi extractiviste qu'une société anonyme.

Et en fait du coup, si on parle d'entreprise sociale, alors souvent c'est associé à des idéaux aussi assez marqués qui vont se traduire aussi sur une approche du modèle économique qui peut être différente. Je pense aux licornes, en France, dont tu as dû entendre parler. Ils incarnent vraiment cette vision de de coopérative, très engagée, qui cherche à agir autant pour l'inclusion et pour des valeurs sociales assez fortes que pour des questions environnementales.

Mais Caisse d'épargne, banque populaire, ce sont des coopératives au niveau des caisses régionales, pas au niveau national, mais à l'origine, c'était banques coopératives et il n'y a pas de réelle distinction entre l'EPCE et société générale en termes de pratiques d'investissement. Ce n'est pas tout à fait juste de comparer les 2 parce que du coup, vu que c'est que les caisses régionales, elles ne sont pas forcément responsables de ce qui se passe à l'échelle nationale qui est un groupe côté.

Si on prend un autre exemple, Leclerc, c'est une coopérative de producteur. Donc on ne peut pas dire que c'est l'entreprise sociale mais du coup y a un système coopératif malgré tout mais qu'entre les directeurs de magasins. Et ça empêche pas du tout le système. Donc il y a bien une personne, une voix, il y a bien un partage des ressources au sein de la chaîne mais du coup il y a quand même un modèle

extractiviste au niveau des magasins et en plus, dans cette chaîne, Michel Édouard Leclerc est quasiment PDG, même s'il est censé avoir autant de voix que n'importe qui. Donc voilà, je prends des exemples qui ne sont pas forcément pertinents, mais c'est juste pour dire que le chez prophil, on dit souvent, le statut n'est pas vertu. Et donc voilà, j'aurais dû mal à faire des généralités sur les entreprises sociales au-delà de leur point commun à toute, à savoir la lucrativité limitée et une personne une voix.

On observe quand même que souvent les modèles coopératifs sont associés à une volonté plus forte de s'engager sur les questions sociales et environnementales. Parce que derrière, il y a quand même un idéal démocratique. Ce ne sont pas des questions indépendantes, c'est sûr.

Mais malgré tout, il peut facilement y avoir des dérives. Et je pense qu'il y a une bonne ou une mauvaise façon de faire de la coopération : en fait tu peux avoir une coopérative où les membres sont très passifs. Typiquement nous ce qu'on a avec les mutuelles en France, c'est que les sociétaires sont devenus des clients. Enfin, pour les entreprises, elles conçoivent toujours leurs clients comme des sociétaires et essaie de leur rappeler qu'ils ont un pouvoir, qu'ils ont le droit de vote, etc. Mais du point de vue des clients, c'est une infime minorité qui participe vraiment activement politiquement à la vie de la mutuelle. Et donc pour maintenir en fait les idéaux de départ, je pense que le cœur c'est d'entretenir la vie politique au sein de l'entreprise et de faire participer. Mais du coup, pour des coopératives de consommateurs, entre guillemets. Les mutuelles, ce n'est pas tout à fait coopérative de consommateur, mais à partir du moment où c'est le client qui est sociétaire, ça tend à diluer assez vite le pouvoir dès qu'il y a une base de clients en fait qui s'accroît énormément. Et donc il y a un vrai enjeu pour maintenir les idées au départ, d'entretenir la vie coopérative ou mutualiste et de faire en sorte que les personnes qui sont membres soient vraiment membres.

Là, j'ai pris les pires exemples parce que du coup c'était des entreprises sociales qui étaient devenues vraiment beaucoup trop grandes. Pour moi, ça revient encore à cette question de vie politique interne à l'entreprise. Et c'est ça qui permet de maintenir l'ancrage territorial parce que du coup les gens qui sont autour, qui gravitent autour de l'entreprise y participent politiquement. Et je pense que ça joue beaucoup justement, dans cette question de l'ancrage local.

Si on ramène ça à des pratiques d'entreprises plus classiques, ça serait un espèce de comité des parties prenantes, mais poussé jusqu'au bout. Et on a vraiment en fait toute une catégorie de parties prenantes qui participent à la décision parce qu'en fait c'est elle qui a le pouvoir dans l'entreprise. Et je pense que ça, ça tient très bien jusqu'à une certaine taille d'entreprise et en fait, au bout d'un moment, quand le pouvoir se dilue trop ou quand l'entreprise réunit des réalités qui sont trop éloignées du quotidien des personnes présentes, on perd cet ancrage.

Si je prends un exemple, en France, il y a une entreprise qui est hyper intéressante, qui s'appelle ambiance bois. En fait, il y a un statut qui existe dans la loi qui s'appelle les SAPO, qui n'est quasiment pas utilisé mais qui existe depuis les années 20 je crois, et qui permet en fait d'avoir ces sociétés anonymes à participation ouvrière. Donc ça permet en fait de découper le l'actionnariat en 50-50. 50% qui sont détenus comme une société anonyme classique par des actionnaires, 50% qui sont détenus par les salariés, et donc là, au moment des changements de statut, tu fixes des critères pour dire à partir de quelle date tu deviens coopérateur/sociétaire. Et donc ces 50% là sont gérés sous le mode une personne une voix. Et donc ça donne un truc hyper intéressant. Il y a quelques documentaires qui traînent ici et là sur internet, des reportages, et c'est vachement intéressant de voir justement toute cette vie coopérative qui s'organise avec des gens qui participent plus ou moins parce que forcément, pas forcément l'envie, pas forcément les capacités ou pas forcément le sentiment de légitimité. Donc là, ça renvoie à des questions hyper habituelles en termes de participation démocratique. Mais malgré tout ça joue beaucoup sur le l'ancrage local parce qu'en fait du coup ils sont dans une démarche de limiter le temps de travail autant que possible en fait de travailler ce qui est nécessaire pour gagner leur vie, de façon à libérer du temps à l'ensemble des membres de la coopérative pour qu'ils puissent participer à la vie politique locale, s'engager dans des associations par ailleurs, en fait qu'ils aient une vraie vie en dehors du travail. Qu'ils travaillent pour gagner ce dont ils ont besoin et ensuite qu'il puisse

davantage s'engager et maintenir le lien social. Donc ça a plein de bénéfices, forcément plein de limites aussi évidemment, mais je pense que le système coopératif peut être extrêmement fort pour faciliter ce type de comportement, plus qu'une société anonyme.

Par contre, ça l'empêche pas de pouvoir être détourné si au bout d'un moment il y a des jeux de pouvoir qui font que quelques personnes concentrent entre le pouvoir et du coup, la technicisation des métiers, le fait que la réalité des métiers va s'éloigner de ce que les sociétaires connaissent et peuvent comprendre facilement et plus ça va être difficile pour eux de s'impliquer dans les décisions, de prendre des choix éclairés et du coup de faire tout ce travail que tu décrivais en fait de de connaissance du territoire, de la chaîne de valeur, de d'implication auprès d'eux. Et donc là on peut avoir un effet pervers inversé ou les gens qui in fine sont censés prendre les décisions, enfin en tout cas valider la stratégie de l'entreprise, ne comprennent plus cette stratégie parce qu'ils sont trop éloignés de ça. Et donc il y a un espèce de gouvernement d'experts qui se met en place au sein de l'entreprise. Experts qui savent que toute façon, leur stratégie va être validée par les sociétaires.

- 6) Comment est-ce que vous pensez que le modèle d'entreprise sociale peut contribuer à la lutte contre le changement climatique ou la préservation de l'environnement ?

Ma perception, mais encore une fois, c'est peut-être que je connais mal le secteur de l'économie sociale, mais c'est que l'économie sociale, c'est quelque chose, enraciné d'assez longue date dans certains secteurs. Je pense aux mutuelles évidemment, mais les bailleurs sociaux aussi, les banques coopératives. Tout ça, ce sont des trucs qui sont montés fin 19e, début 20e siècle. Et là, les raisons étaient vraiment sociales. Il y avait un capitalisme très, très libéralisé qui se développait, et c'était une volonté de recréer des réseaux solidarité, proximité pour rendre accessible l'essentiel comme santé, logement, etc.

Et donc cet ADN-là, elle est restée chez les acteurs qui en héritent aujourd'hui. Et donc qui mettait jusqu'à relativement récemment la dimension sociale, bien plus en avant que la dimension écologique. Il y a eu une vague beaucoup plus récente d'acteurs, et notamment du coup, les licornes qui, de mon point de vue, mettent certes toujours en avant des valeurs sociales fortes, mais qui mettent beaucoup plus l'accent sur la dimension environnementale.

Je pense à la belle Emmaüs. Emmaüs avant, c'était vraiment quelque chose juste pour donner du travail en réinsertion et rendre accessible des produits pas chers à des personnes. Maintenant, un de leurs principaux arguments, c'est de faire du réemploi de biens qui auraient été jetés de les reconditionner pour leur donner une 2nde vie et limiter leur impact écologique. Mais c'est relativement récent en fait ce changement et ça va de pair avec toutes les coopératives comme WinCoop, RéCoop. Du coup, il y a eu une espèce de 2nde vague comme ça, relativement récente qui a mis beaucoup plus en avant les dimensions environnementales.

Et parmi les acteurs de la première vague, il y a eu, je pense, une prise de conscience assez marquée ces dernières années et globalement, en fait, ils commencent à se rendre compte que les valeurs de solidarité qu'ils promeuvent et qui formaient leur ADN, aujourd'hui passe aussi par le fait de chercher à limiter les impacts écologiques, soit leurs propres impacts écologiques, soit ceux de leurs adhérents, parce que ça a des impacts sur les plus vulnérables. En fait, ils commencent à connecter de plus en plus intuitivement une dimension sociale et environnementale et donc se mettent à agir sur ça. Mais ce n'était pas forcément leur motivation première à la base, au contraire des nouveaux acteurs qui émergent dans ce champ.

7) Quelles améliorations pourraient être apportées au modèle des entreprises sociales/capitalistes afin d'être encore plus pertinent ?

Déjà, je trouve qu'il y a des cadres intéressants. Un des cadres que je trouve le plus intéressant pour réfléchir à ce que pourrait devenir demain, c'est le rapport transition 2050 de l'ADEME. C'est un rapport prospectif qui propose 4 scénarios au travers desquels on atteint la décarbonation, enfin on atteint le net zéro en 2050. Donc en fait, ils partent de la question du carbone et ils se donnent comme objectif d'arriver en 2050 et ensuite ils font 4 choix de société qui mènent tous les 4 à cet objectif de net zéro, mais de façon complètement différente, en reposant sur des hypothèses complètement différentes.

Et du coup, c'est un spectre qui va d'un extrême où on arrive à une sobriété quasi totale et donc y a des choix forts politiquement qui sont faits pour réduire massivement la consommation. Ils appellent ça « génération frugale ». Ça s'approche de scénarios de décroissance. Jusqu'au 4e qui lui est l'extrême techno solutionniste en sens inverse, où on se dit qu'on continue tant que possible et qu'on développe en masse les technologies d'optimisation et de capture de carbone, et on espère que ça passe, si les paris technologiques fonctionnent. Et au milieu, il y en a qui sont un peu entre les 2, qui jouent un peu sur les leviers de sobriété et un peu sur des leviers technologiques. Bon, c'est un peu plus nuancé que ça, mais bon là je dresse le décor. Et je trouve ça intéressant parce que bon déjà, c'est une mine d'or, il est ultra fouillé, et ils partent en fait des grands secteurs émissifs aujourd'hui, donc ils sont vraiment centrés sur, je crois, bâtiment, mobilité, agriculture, alimentation et industrie, il y en a peut-être d'autres. En fait, rien que prendre ce cadre-là et voir quelles sont les évolutions qui sont proposées, ça peut être intéressant et ça peut fléchir.

Après, il y a le cadre des limites planétaires qui est intéressant pour savoir comment on peut avancer, mais à hauteur d'entreprises, toutes les limites ne se valent pas. Et en fait globalement les plus prégnantes, ça va être changement climatique, biodiversité, évidemment. Je mentionne, parce que je trouve que les limites de conversion des terres et de cycle de l'eau peuvent être hyper intéressantes aussi et me paraissent essentielles à prendre en compte par les entreprises. Cycle de l'eau parce que ça va être une ressource de plus en plus contrainte. En fait, ça va dépendre des régions. Il y a des régions où globalement, l'eau va rester relativement abondante, mais il y a des régions, où il va vraiment y avoir une réflexion à faire sur le tissu économique et la façon dont on alloue les réserves d'eau disponibles, sachant qu'elles ne sont plus autant disponibles qu'elle ne l'était avant. Et du coup, on l'a déjà en Espagne ou dans le sud de la France, dans les Pyrénées orientales. Mais voilà, les questions pourraient se poser dans ces termes, dans d'autres endroits. Et la conversion des terres, pour moi, c'est un des trucs qu'on n'identifie pas assez. En France on a la loi 0 artificialisation nette qui est passée, mais qui laisse pas mal de marge de manœuvre et qui en plus est hyper critiquée. Donc, qui pourrait sauter à tout moment. Mais en fait la conversion des terres, c'est un des principaux moteurs à la fois du changement climatique et de la destruction de la biodiversité. Et donc le pour une entreprise se poser la question de à quel moment c'est légitime d'artificialiser un nouveau. Et arriver à poser des critères suffisamment contraignants sur ça en terme écologique, ça serait un marqueur hyper fort. Et d'autant plus, si c'est étendu à l'ensemble de la chaîne de valeur. Et si on réfléchit à nos approvisionnements, au niveau de conversion des terres que ça implique.

Mais donc passer ça, après, c'est les indicateurs classiques. Enfin, la CSRD est déjà plutôt très exhaustive sur les critères tant environnementaux que sociaux. Et le fait de combiner ces critères avec une analyse de matérialité, donc de laisser une certaine liberté à l'entreprise pour réfléchir à qu'est ce qui est important pour elle. Si c'est bien fait, ça peut suffire. Après ça peut être fait de façon à se déresponsabiliser évidemment. Mais donc si une entreprise veut vraiment s'engager sur le domaine, c'est une bonne grille de départ pour réfléchir. Et le dernier truc que je rajouterai, en parlant de CSRD, ça me fait penser à la taxonomie européenne qui complète bien ce que je viens de dire. Parce que là,

ça donne une méthode de réflexion où on se demande si on contribue à un des objectifs qu'on s'est fixé, si ce faisant on ne dégrade pas un autre objectif qu'on s'était fixé et si on ne contrevient pas aux droits sociaux fondamentaux. Et je trouve ça intéressant comme logique. En fait, si on veut se demander comment on peut contribuer davantage ou comment on peut être compatible avec un monde en décroissance, actuellement, la taxonomie fixe 6 critères, mais cette logique elle peut être appliquée de la même manière mais en utilisant des critères qui sont plus proches d'une société de décroissance telle qu'on l'envisage. Et donc l'entreprise pourrait se dire est-ce que par cet investissement, ou est-ce qu'avec ce produit, je contribue effectivement à un de ces objectifs ? Est-ce que je ne freine pas, par ailleurs, d'autres objectifs et avec un garde-fou social in fine, qui est, est-ce que je respecte bien les droits fondamentaux. Donc voilà, c'est un éventail de d'indicateurs qui peut être utilisé. Mais bon, la question des indicateurs est ultra vaste, il y a énormément de référentiels différents qui existent sur la biodiversité, notamment y a énormément de choses qui sont en train de se créer parce que c'est difficile de mesurer la biodiversité, donc son intégrité ou sa dégradation. Et donc y a plein de choses qui se tentent ici et là pour trouver à la fois une façon de mesurer qui soit accessible aux entreprises en fait, qui ne demande pas une étude complète tous les ans à des PME, mais qui permette aussi de d'informer vraiment la décision et de comprendre ce que ce vers quoi on peut aller et ce qu'on doit arrêter.

Message de fin du répondant :

A titre personnel, je suis globalement très favorable aux thèses décroissantes, mais en fait, ces derniers temps je me dit de plus en plus que ce n'est pas forcément les conditions écologiques qui justifient la décroissance. Ou en tout cas climatique, dans le sens où si on veut aller vers la décarbonation, le gros des efforts à priori ça va être fait par des changements qui sont essentiellement technologiques en fait. Et avec des technologies qu'on a déjà, ça va être : Électrifier le maximum de processus, donc chauffage, mobilité et industrie, etc., Produire de l'électricité à base d'énergie renouvelable, électrifier aussi du coup. Quand je dis industrie, c'est y compris les industries qui fabriquent ces énergies renouvelables et tout ça, c'est des trucs qu'on sait faire, qu'on peut déployer assez vite si on s'en donne les moyens. Ça va être aussi changer les pratiques agricoles, de façon à diminuer l'élevage, améliorer les couverts végétaux, les haies, etc. Et donc là il peut y avoir plein de bénéfices avec la biodiversité. Il va y avoir nécessairement des questionnements à avoir sur les bâtiments. Mais globalement, on peut clairement imaginer une société en croissance et qui atteint net zéro, si elle s'en donne les moyens. En tout cas, c'est la conviction à laquelle j'arrive de plus en plus.

Sur les autres limites planétaires que j'ai évoquées tout à l'heure, je ne sais pas trop, mais j'ai l'impression aussi que le levier de sobriété suppose un changement quand même significatif des pratiques. Et va être compliqué à utiliser en masse, à part aux endroits où il est absolument nécessaire, type aviation ou usage complètement déraisonné de l'eau type golf au sud de l'Espagne ou des trucs comme ça.

Et donc voilà, ce n'est pas tant pour ton mémoire, je te partage la trajectoire que j'ai eu parce que j'étais un peu dans ta situation y a 3-4 ans. Et en fait plus ça va, plus je me dis que si je suis plutôt favorable aux thèses décroissantes, c'est plus pour des conditions sociales d'essayer de retrouver un peu de maîtrise sur sa vie, stopper la recherche du plus pour plus et retrouver une forme d'harmonie, à la fois en termes de lien social et de relation à la nature.

Mais je pense qu'il ne faut vraiment pas occulter la dimension aussi technologique qu'il y aura à la réduction de nos impacts environnementaux. En fait, quand tu prends le rapport du GIEC, il a déjà tout ce dont on a besoin pour réduire nos impacts environnementaux. Enfin, le rapport du GIEC et de l'IPBES pour Biodiversité. Tu as déjà vraiment un certain nombre de leviers qu'on peut mettre et qui sont envisageables, y compris dans une société de croissance et qui peuvent avoir un effet vraiment significatif. Entre une société qui utilise du charbon et une société qui fonctionne qu'aux panneaux solaires et éoliennes, il y a vraiment un monde d'écart en termes d'impacts environnementaux, même

si ce sont 2 sociétés en croissance. La décroissance peut en théorie avoir plein de bénéfices environnementaux aussi, puisqu'intuitivement, produire moins c'est mieux. Mais même si on réduisait de 75%, le parc de voitures, si les voitures qui restent, c'est du diesel, ça reste extrêmement problématique.

Interview n°3

Précisions du répondant sur l'ESS et les entreprises à mission en France :

En 2019, il y a eu une loi qui s'appelle la loi pacte, qui est issue de travaux qui avaient été menés, notamment dans un laboratoire associé à l'école des mines à Paris (Mines Paris tech) et des travaux notamment de blanche Segrestin. Qui disaient que l'on peut se poser la question de la mission sociale de l'entreprise. Et donc la loi pacte a permis de définir des entreprises à mission.

Ils ont pris des grandes entreprises qui se sont lancées dans la définition de leur objet et de leur rôle au sein de la société. Donc ça je pense que c'est important, c'est à dire que ça élargit beaucoup par rapport à l'ESS où il y a davantage une importance historique des coopératives, des petites entreprises. Tandis que là, par exemple, je crois que la poste est une entreprise à mission en France. Vous avez un certain nombre aussi de mutuelles d'assurances qui sont des entreprises à mission. Et voilà donc, ça recoupe en partie, on peut dire l'ESS, mais au fond, la loi pacte était faite pour inciter les grands groupes économiques, les grands groupes entrepreneuriaux à réfléchir à leur rôle au sein de la société et à leur mission.

Alors je pense qu'il faut quand même que vous alliez voir un certain nombre de sites, en France par exemple, y a des sites qui concernent l'ESS. Là, il vient d'y avoir un changement de présidence à la tête de l'ensemble des associations de l'ESS Et maintenant, c'est Benoît Hamon qui, en France, dirige cette association, l'ancien candidat à la présidentielle socialiste de 2017, qui étaient en ancien secrétaire d'État ESS. Qui en France, a aussi fait passer une loi ESS lorsqu'il était ministre. Donc c'est intéressant d'aller voir ce qu'ils mettent là-dessus.

A la fabrique écologique, on est pas des spécialistes de l'ESS, mais simplement ce qu'on peut considérer, c'est qu'on voit bien que l'articulation entre économie et écologie aujourd'hui est assez difficile à faire pour des raisons qui tiennent au fait que ce soit les politiques économiques ou le comportement des entreprises sont orientés vers la recherche du profit à court terme. Et c'est clair que l'économie sociale et solidaire, on voit déjà dans le titre, elle est davantage dans l'objectif d'associer préoccupation sociale et préoccupation économique. Alors tout le sujet, c'est comment est-ce qu'on peut associer au fond préoccupations sociales, économiques et écologiques ? Et aujourd'hui, c'est une sorte de triangle un peu infernal où on arrive relativement dans le cadre de l'emploi, par exemple dans l'ESS, à jouer un rôle d'insertion sociale, à jouer un rôle de réintégration des personnes dans l'emploi, avec des salaires qui sont maîtrisés. Donc il y a à la fois ce rôle d'insertion sociale que joue l'ESS. Il y a cette question au fond d'un comportement plus vertueux en termes de salaire et puis de mettre le profit à sa bonne place, qui est qu'il ne l'emporte pas par rapport à l'organisation d'un futur soutenable.

Donc, en ce sens, évidemment, l'ESS, c'est fondamental pour imaginer notre avenir, plus écologique et plus solidaire. Mais aujourd'hui, l'enjeu, c'est comment est-ce que ce secteur, même s'il a eu plutôt tendance à s'accroître dans les années qui viennent, à jouer un rôle plus important dans le débat public, comment est-ce qu'il pourrait un jour jouer un rôle majoritaire ? C'est un petit peu ça la question.

On ne l'imagine pas tellement aujourd'hui, faut être franc. Donc toute la question, c'est au fond, est-ce qu'on aura la coexistence d'un secteur ESS d'un côté et puis d'entreprises se comportant différemment, qui seront davantage intégrées sur les marchés mondiaux et puis qui auront, qui poursuivront des objectifs donc différents termes de rentabilité à court terme. Avec par ailleurs l'aspect taille. Est-ce que l'ESS est l'entreprise locale où est-ce qu'on peut imaginer un modèle qui soit un modèle davantage, par exemple européen de l'ESS ? À partir du moment où on pose les objectifs du Pacte vert. Donc ça c'est des questions à poser, mais vous ne trouverez pas à l'instant T, pour votre mémoire, vous ne trouverez pas de réponse.

En revanche, ce que je pense important, peut-être que vous pourriez faire ça, ce sont des scénarios. Parce qu'aujourd'hui, que ce soit en matière écologique ou en matière économique, très souvent, quand on veut imaginer l'avenir, on fait des choses sous forme de scénario. Donc on fait un scénario en continu, genre l'ESS, c'est tant de % de l'économie et de l'emploi aujourd'hui en France et en Belgique, ça continue un peu à l'identique, ça c'est le scénario moyen. On fait un scénario qui peut être un scénario de rétractation. Et puis un scénario qui sera un scénario de croissance de l'ESS. Mais dans ce cas-là, si vous faites un scénario de croissance de l'ESS, il faut bien expliquer qu'il faut que les acteurs publics, les autorités de régulation jouent un rôle important, qui puisse de manière stable, créer un régime plus favorable pour l'ESS.

Donc si vous travaillez sur l'avenir de l'ESS et l'enjeu d'une croissance faible, voire d'une décroissance, il faut que vous expliquiez aussi comment les acteurs publics, les autorités de régulation, jouent un rôle en termes de cadre législatif et de cadre réglementaire.

D'accord, d'accord, je vois que c'est un champ théorique, mais dans ce cas-là, si on envisage les choses dans le champ théorique, ça serait quand même important de parler de la territorialisation. Parce que l'organisation de l'innovation sociale et économique se fait beaucoup à l'échelle territoriale et non pas à l'échelle nationale ou à l'échelle mondiale. Et donc ce qui est intéressant aussi me semble-t-il c'est que l'ESS peut être mieux armé qu'un grand groupe en période de décroissance parce qu'il y aura déjà une implantation territoriale, qui permet d'envisager l'évolution de l'emploi de façon concrète. C'est à dire que si vous théoriser, il faut quand même expliquer pourquoi, au fond, de ne pas être à des échelles qui sont des échelles où on ne maîtrise pas les choses, permet sans doute de mieux s'en tirer quand on est dans un contexte où justement on ne peut plus compter sur une croissance, qui très souvent est quand même venue de l'économie mondiale. La croissance, c'est un mélange entre ce qui vient de l'économie mondiale et puis du marché intérieur. Enfin, ça dépend aussi de la taille du marché intérieur, mais au fond, la territorialisation, à mon avis, est un avantage comparatif important pour l'ESS dans un contexte de décroissance. Il peut y avoir aussi du côté de la main d'œuvre, du côté de l'emploi, une préférence pour l'ESS parce que justement il y a une taille humaine, il y a une territorialisation et que lorsque on est dans une période de moindre croissance ou de décroissance, au fond on va s'attacher à ce qu'on connaît déjà. Je pense que c'est un élément aussi qui peut être mis en valeur dans votre mémoire, c'est que la proximité, la connaissance qui est liée au fait qu'on n'est pas loin, c'est un élément important. C'est à dire que s'il y a décroissance, franchement, les enjeux de mobilité vont être transformés.

Alors, la question au fond aussi, dans ce cadre, sur cet enjeu de décroissance, alors même si c'est théorique, est-ce que la décroissance est arrivée subitement ? Est-ce qu'elle a été anticipée ? Enfin, c'est quand même un point important à mettre dans votre mémoire. Et notamment dans ce cas-là, le partage du choc de la décroissance on peut imaginer qu'il se passera mieux que dans un secteur économique classique parce que, comme il y a déjà une moindre échelle des salaires et que la question des profits est moins importante, on peut supposer que le choc de la décroissance sera amorti au sein de l'ESS par rapport à au secteur économique classique. Ces entreprises sont sans doute des entreprises qui ont peut-être déjà organisé une forme de culture de la sobriété. Il est possible qu'elles soient spécialisées sur des produits ou des services qui correspondent à une société plus sobre. Par exemple, ici, on a Enercoop qui met à disposition de l'électricité uniquement fondée sur le renouvelable et qui privilégie le fait de fournir de l'énergie produite localement. On peut supposer que si on est dans un contexte de décroissance, ce genre d'entreprise sera plus résiliente, je ne sais pas si je peux dire qu'EDF, mais peut-être qu'Engie ou voilà. Et qu'elle pourra bénéficier d'une confiance plus forte des consommateurs. Il y a aussi, je pense, cet enjeu de confiance des consommateurs.

Après ce qu'il faut que vous regardiez de manière un peu théorique aussi, c'est où sont les entreprises de l'ESS. C'est à dire, vous montriez dans quelle spécialité elle travaille. Et que, au fond, aujourd'hui, le problème qu'il y a, c'est que je ne suis pas sûr qu'en regardant l'ensemble des secteurs dans lesquels il y a des entreprises de l'ESS, s'il y a décroissance, on pourra se débrouiller qu'avec les entreprises de

l'ESS. Donc il y a il faudrait identifier aussi les secteurs dans lesquels il n'y a pas d'ESS, qui sont des secteurs vitaux, fondamentaux, etc. Est-ce que l'ESS est à même d'offrir tous les services de première nécessité et les produits de première nécessité sur un territoire s'il y a décroissance.

Mais la question, c'est aussi, ça vous pouvez en parler aussi, théoriquement, c'est la collaboration ou la relation en tout cas entre entreprises de l'ESS et entreprises qui ne sont pas de l'ESS. Et d'une certaine manière, est-ce qu'en situation de décroissance, cette coopération ne serait pas plus importante, plus structurante ? Ce qui peut amener à ce que les entreprises qui n'appartiennent pas à ce secteur d'ailleurs, en importe un certain nombre de caractéristiques ou pas. Il y a déjà des collaborations de toute façon, entre l'ESS et le secteur conventionnel normal. Donc la question de l'interaction me semble aussi un point important.

Je pense que ce qui est important aussi, qu'il faut que vous affrontiez dans votre mémoire, c'est qu'il y a quand même toute l'idée sur un plan macroéconomique qui est que, s'il y a un choc de décroissance, les salaires vont plonger et au fond il y aura un choc social important. Et donc ça me semble être un point. Même si on résonnait théoriquement la question du moment où intervient la décroissance, est-ce qu'on aura progressivement préparé une situation dans laquelle on a une croissance flat et donc une décroissance peut être faible ? Ou est-ce que c'est une décroissance brutale, etc., une récession, ça c'est important. Vous voyez est-ce qu'on a progressivement préparé ça par une société de la sobriété. Et comment est-ce qu'on a imaginé à ce moment-là, les mécanismes de solidarité ? On les a adaptés à ça ? Sachant qu'aujourd'hui les ressources de la sécurité sociale viennent quand même des cotisations sociales sur les salaires et que donc c'est à l'échelle nationale. Ou est-ce qu'il faut imaginer des mécanismes de solidarité qui soient plus locaux ? C'est compliqué aussi, donc cette question de comment est-ce que la décroissance peut bouleverser les mécanismes de solidarité, il faut aussi l'envisager. En Belgique et en France, la question de la solidarité nationale, c'est un point essentiel. Et le financement de la solidarité nationale, il est assuré par les cotisations sociales, par les ressources fiscales et parafiscales, etc.

Si vous parlez planification, c'est intéressant aussi, mais ça suppose donc que vous choisissiez un modèle économique dans lequel il y a une planification. Ce n'est pas le jeu du marché. Donc ça, il faut que vous l'assumiez. C'est-à-dire que c'est une hypothèse de départ, c'est à dire que pour vous, vous placez dans une situation où la décroissance n'arrive pas du jour au lendemain parce qu'un choc sur les marchés, c'est plutôt un choix qui est porté à moyen terme par les autorités, par une sorte de mécanisme de planification prospective, de long terme et qui est liée au fond peut-être à atteindre la neutralité carbone en 2050. Il faut poser le cadre théorique. Parce que sinon c'est n'importe quoi en fait. Enfin, en tout cas, c'est des choses, c'est des situations très différentes.

Donc, dans votre mémoire, vous vous placez dans cette hypothèse là et vous expliquez. Mais donc la planification, ça suppose un rôle plus actif à l'échelle nationale, voire européenne, des autorités de régulation puisqu'elles vont projeter une planification économique qui implique un certain comportement des entreprises et de l'ensemble des acteurs. Donc ça, il faut le définir. Par exemple, en France, on a une planification écologique depuis 2 ans, mais on ne sait pas si elle va exister encore après les élections, là en juillet. Et déjà avoir fait la planification écologique, c'était présenté comme une espèce d'énorme réforme très structurante, très très très très importante. Sauf que si après il y a les élections, c'est supprimer enfin peut-être ou peut-être pas.

Au niveau des politiques, on ne parlera pas de décroissance, pas du tout, mais on parle quand même de plus en plus. Enfin, en même temps, depuis Timothée Parrique qui a fait son bouquin, en tout cas en France, on parle de plus en plus de décroissance dans le débat public. Mais le terme continue à faire peur effectivement à ceux qui sont en responsabilité politique. Sauf quelques élus isolés comme en France, la députée Delphine Batho. Elle organise depuis l'année dernière un festival de la décroissance dans l'ouest de la France dans sa circonscription. Et c'est assez intéressant. Moi, j'ai été à ce festival. Ce qui est intéressant si vous voulez, c'est même pas du tout manière centrale économique, c'est plutôt social, sociétal, créatif, c'est l'idée au fond que les citoyens reprennent le pouvoir. Et donc ce qui est

important me semble-t-il sur ces enjeux de décroissance, c'est de bien dire que c'est aussi l'organisation, à la fois comme je disais, une territorialisation économique et puis sans doute une prise d'initiatives et de responsabilités différentes des acteurs. Vous l'avez dit pour l'État ou l'État fédéral en Belgique ou je ne sais pas si ce sont les provinces qui pourraient jouer le rôle de planificatrices. Enfin, en tout cas la planification, ça implique un rôle assez volontariste des autorités publiques et une projection dans le moyen terme. Mais si on imagine que c'est les entreprises de l'ESS qui jouent un rôle important dans les territoires, ça suppose aussi des mobilisations salariales, des modes de gouvernance des entreprises dans lesquelles il y a plus de démocratie sociale.

- 1) Dans quelle mesure est-ce que cette gouvernance plus démocratique, participative, qui est quand même un élément caractéristique des entreprises de l'ESS, fait que c'est un modèle plus pertinent dans un monde en décroissance.

Je pense que c'est plus pertinent parce qu'aujourd'hui, il y a une attente assez forte des citoyens que à la fois leur vie professionnelle, la manière dont ils gagnent leur vie et leur avenir et celui de la planète, ne soient pas comme s'ils étaient tout le temps dans une sorte de schizophrénie. C'est-à-dire, là je fais mon travail, je gagne ma vie, puis quand je sors, je pratique à titre personnel l'inverse de ce que je fais dans l'entreprise. Moi, c'est un truc que j'entends beaucoup. Donc je pense que le fait de pouvoir être un être unique et de pouvoir associer ces préoccupations personnelles et ses préoccupations professionnelles. Et puis de pouvoir compter dans le collectif de l'entreprise, tout ça rendra les entreprises de l'ESS plus efficaces. Et d'ailleurs, les personnes de votre génération sont plus intéressées par l'ESS que y a 25 ans, les personnes de la génération d'avant.

Je ne sais pas si vous avez entendu parler du réveil écologique ? C'est une association d'étudiants en France, des grandes écoles qui est venu pas mal de de polytechniques et de HEC et des écoles d'ingénieurs de manière générale pour dire, nous, on est étudiant, mais quand on va chercher un emploi, on ne veut pas se retrouver à travailler dans des entreprises qui, au fond, ont comme objectif, comme métier, comme spécialisation, des choses qui vont contre la planète. Donc voilà, c'est le réveil écologique, vous pouvez regarder le site, c'est assez intéressant et ça peut vous apporter des éléments.

Je pense que ce qui est important si vous voulez dans toute cette histoire-là aussi, c'est que dans l'écologie, il y a quand même toute une relativisation de la valeur de l'argent, c'est à dire que, à partir du moment où on veut donner une valeur à la nature et aussi une valeur à l'organisation du temps, c'est à dire au fond aussi, si on se projette dans une temporalité plus longue que celle de des marchés et puis même de sa propre existence. À partir du moment où on estime qu'on n'est parti d'un tout, d'un écosystème, donc y a une relativisation du rôle de l'argent et une relativisation du court terme. Donc, à partir de là, quand on est dans un contexte écologique, évidemment on envisage l'entreprise différemment. On l'envisage déjà en termes de respect de la nature, de la finitude des ressources, de la planète. Et puis on l'envisage au fond, comme une manière d'apporter une activité utile, c'est aussi toute l'approche sur les communs sur lequel vous avez dû lire, j'imagine.

Donc, est-ce que vraiment on peut comparer les entreprises de l'ESS et les entreprises, j'allais dire mainstream, ça c'est un point important. En tout cas, il y a des hypothèses de fondation, de création et de fonctionnement qui sont profondément différentes. A partir du moment où on est donc un salarié de ces entreprises, on partage à la fois des objectifs et puis des fondamentaux et des convictions différentes. Tout ça amène évidemment à s'interroger sur la démocratie sociale. Comme je le disais tout à l'heure.

Donc, ce qui me semble intéressant quand même, moi je trouve que sur l'histoire de l'interaction entre les grandes entreprises, enfin celles qui n'appartiennent pas à l'ESS et les autres. Moi par exemple ça fait une bonne quinzaine d'années que je m'intéresse aux enjeux écologiques. J'ai vu quand même progresser la conscience du développement durable de manière beaucoup plus forte dans les grandes entreprises. Donc vous ne pouvez pas enfin, vous devez même si c'est théorique, raisonner en dynamique en montrant comment, au fond, les valeurs qui portent l'ESS, qui la fondent, sont

aujourd'hui des valeurs qui, d'une certaine manière sont également présentes au sein des grandes entreprises. Pas pour en faire forcément grand-chose, mais en tout cas, vous pouvez citer la loi pacte de 2019 me semble-t-il ? Entreprise à mission et définition, vous savez, le sujet, c'est de définir une raison d'être.

Sachant que y a aussi beaucoup de greenwashing. C'est à dire que par exemple, je sais plus qui m'a raconté que Philippe Morris allait définir sa raison d'être ou je ne sais pas quoi. Donc il y a aussi Coca-Cola, mais bon. Donc on voit bien une espèce d'adaptabilité pour être toujours sur la frange de l'innovation, etc. Et ça suppose du côté des citoyens et des salariés citoyens, si je puis dire, d'être extrêmement attentif à ça et d'être capable de le faire apparaître, de le dénoncer etc. Mais en tout cas, ce qui est important me semble-t-il c'est que dans l'ESS le fait que les salariés ont toujours été, comme vous le disiez, actifs plus responsables et en situation d'administrateur de l'entreprise. C'est une sorte de modèle à suivre. Mais à un moment ou à un autre, vous allez quand même vous poser la question de la mondialisation puisque vous raisonnez économie, donc vous allez vous poser la question de, est ce que c'est viable cet enjeu de décroissance, si par ailleurs il y a croissance ailleurs, donc toute la question, c'est au fond, est-ce que ça signifie organiser une forme de protectionnisme ? Y a ça aussi dans les hypothèses. Parce qu'aujourd'hui, on voit bien qu'un des enjeux importants, dès qu'on commence à raisonner économie mondiale, c'est le différentiel de croissance. La croissance chinoise est plus faible que prévue, la croissance française est très faible, mais elle est un peu plus importante qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni. Enfin, c'est quand même toujours sur la question du différentiel que ça se pose et donc ça rejoint ce qu'on vient de dire sur le fait que sans doute la question de création d'économies à l'échelle locale est assez essentielle. Mais il y aura un sujet d'articulation des échelles.

Moi, je crois que ce qui est important, c'est quand même de dire que, à mon avis, il n'y aura jamais l'ESS à 100%. Voilà, donc bon y aura l'ESS à côté d'un secteur inséré dans l'économie mondiale, mais qui pourra être beaucoup plus perméable au fond, aux valeurs et aux convictions qui ont permis de faire monter l'ESS en termes de préoccupation citoyenne, comme vous le disiez, responsabilité des salariés, question des échelles de profit, question de de rythme de la temporalité des profits, question de l'utilité de ce qu'on produit, question de la dangerosité, etc. Donc on peut dire qu'un certain nombre de questionnements seront partagés entre le secteur mainstream et le secteur de l'ESS.

Et puis ce que je disais sur la question du protectionnisme et de la relocalisation, c'est à dire qu'aujourd'hui on réalise depuis la pandémie qu'en fait, on s'est mis dans une spécialisation internationale qui a conduit à la perte de certains savoirs faire à la fois traditionnels et de recherche. Et donc, comment est-ce que l'enjeu de relocalisation et de protection à l'échelle européenne, avec la taxe carbone, peut éventuellement jouer un rôle dynamisant pour l'ESS ? Alors bon, apparemment ce n'est pas ce n'est pas très simple parce que pour l'instant c'est très théorique, et au fond, on a du mal à juger de la rentabilité, des investissements à faire, etc. lorsqu'il s'agit de relocaliser ces activités. Mais en tout cas, la question de l'autonomie stratégique, elle est posée différemment depuis la pandémie et aussi depuis qu'il y a la guerre en Ukraine et qu'il y a le partenariat Chine-Russie. Donc ce qu'on peut dire aussi, c'est que la montée en puissance de l'ESS dans cette phase nouvelle peut se faire à la fois dans l'idée de récupérer des savoir-faire qu'on a perdus, dans une optique un peu stratégique alors que jusqu'à présent on n'a jamais pensé l'ESS comme stratégique. Mais voilà donc il y a aussi au fond un contexte nouveau qui peut amener à regarder les choses de façon positive pour l'ESS.

Mais évidemment, par rapport à ce que je disais sur l'argent, ça suppose quand même qu'il y a aussi une certaine mentalité pour le coup qui est associée au fait de travailler dans l'ESS. C'est à dire que vous n'allez pas être trader et donc toute la question qui nous est posée à nous tous, c'est au fond, qu'est-ce qu'une vie réussie ?

Et donc à partir de là, je ne pense pas que la réponse soit la même pour tous. Il faut envisager ça, c'est à dire, vous devez parler plutôt d'un monde dual, ou en tout cas polycentrique.

Moi, j'ai connu des personnes comme l'ancien député européen Alain Lipietz, qui a beaucoup porté l'ESS à l'échelle européenne. Il dit toujours que l'ESS va devenir ultra majoritaire, moi je n'en crois rien. Mais je pense que c'est très important de mieux la faire connaître et d'observer comment aujourd'hui elle peut être beaucoup plus attractive pour votre génération. Et aussi, pour d'une certaine manière, réussir enfin à articuler économie et écologie, ce qui est un petit peu un point aveugle de longue date du combat des Verts.

Toute la question, si vous voulez, c'est qu'aujourd'hui on voit bien qu'il y a certains secteurs qui doivent décroître fortement et d'autres augmenter. Mais évidemment, ça pose la question de l'emploi, c'est à dire que ce c'est vrai que les écologistes politiques n'ont pas pensé du tout cette question sociale. Et aujourd'hui, la progression des partis populistes, elle est quand même liée à l'inquiétude sociale, en fait. C'est-à-dire, je vais perdre mon emploi. Bon, les gens ont déjà vécu la disparition des activités industrielles et là on leur dit que, au fond, on n'a plus besoin d'eux. Donc on est dans cette situation où il vaudrait mieux articuler le social et l'écologique pas seulement sur l'agriculture et ça, c'est vrai que l'ESS l'a toujours fait. Mais, mais comme je le disais il y a un sujet d'échelle et au fond les activités là, qui vont souffrir, c'est la plupart des activités qui sont dans la compétition internationale. Est-ce qu'on va réussir à transformer notre manière de fabriquer les automobiles, les avions ? Et puis il y a évidemment un sujet autour des banques et des assurances, c'est à dire comment est-ce qu'on va réorganiser les flux.

Mais je vous enverrai des liens par rapport à des lieux ou des travaux qui peuvent vous aider parce qu'en France, par exemple, il y a une personne qui a longtemps été professeur à l'Essec qui s'appelle Cécile Renoir, qui a créé un lieu qui s'appelle le campus de la transition, où y a beaucoup de de gens de votre âge qui vont poursuivre des formations, justement, sur ces questions de transition, de sobriété, etc. Et ils ont aussi pas mal de programmes de formation pour des grandes entreprises, donc ils associent des publics assez différents. Moi, j'ai donné des cours et notamment j'ai donné un cours à des auditeurs, mais j'ai fait ça sous forme de controverse en fait. Justement, on a fait une controverse sur la question du rôle de l'entreprise et si, pour changer l'entreprise, il faut l'inciter où là contraindre ? On a fait une controverse sur justement la croissance ou la décroissance. Et la plupart d'entre eux avaient très peur de la décroissance, mais sans vraiment imaginer la forme que ça pourrait prendre. Donc vous avez raison, il y a quelque chose autour du mot. Et puis on a fait un truc autour de l'activisme, avec les soulèvements de la terre, ça c'est différent, mais c'était presque la chose qui les intéressait le plus. Ce qui montre le fait qu'aujourd'hui, lorsqu'on s'intéresse à ces enjeux, on cherche à savoir comment on peut être à la fois citoyen et salariés.

Interview n°4

1) Quelles sont selon vous les raisons qui ont fait que le paradigme de la décroissance a émergé ?

Pour la partie de l'histoire que moi je connais, c'est né en France au début des années 2000, et c'est né du regroupement de collectifs anti-pub qui faisaient des petites opérations dans les centres villes et qui se sont associés à des économistes du développement dont Serge Latouche. En fait, ces économistes du développement, ils s'intéressaient à comment faire pour améliorer et développer, entre guillemets, les pays du Sud. Et ces économistes ont fini par se poser la question : Est-ce que les modèles économiques qu'on propose aux pays du Sud, souvent basés sur l'exportation, souvent basés sur l'hyper spécialisation dans telle ou telle matière première, est un modèle reproductible à l'ensemble du monde ?

Sachant qu'au début des années 2000 et à la fin des années nonante, la question environnementale, même si ce n'était pas un sujet central du débat public, c'était déjà quelque chose de connu. Et donc ce mouvement a émergé et s'est posé la question, pendant les premiers mois et les premières années d'existence, de comment il devait s'appeler. Donc ils étaient d'accord en fait que la croissance était un problème, et après est-ce qu'il fallait employer le terme de décroissance, d'accroissance ou autre, ça a fait débat. Bon, ils ont fini par choisir décroissance plutôt pour le côté slogan provocateur ou mot obus, comme ils appellent ça. Donc l'idée à la base, ce n'était pas vraiment d'apporter un nouveau concept économique ou politique, mais c'était plutôt de dire : « cette idée de croître à l'infini, elle est complètement idiote et il faut qu'on lutte contre ». Donc c'est un peu comme ça que la décroissance est née. Après, elle a été portée par des militants, pas mal de gens qui venaient du monde de l'écologie, d'économistes du développement. Et le mouvement a perduré.

Début des années 2000, il s'est un peu éteint. Enfin, il y a toujours eu des décroissants, mais le mouvement s'est un peu essoufflé en fait entre 2008, la crise financière et 2015, c'est une impression que je te donne, je ne peux pas non plus baser ça sur des faits objectifs et des éléments d'histoire très précis, mais l'impression que j'ai, c'est que c'est un peu revenu à partir de 2015, 2020. On a entendu des nouvelles voix et puis une nouvelle génération un peu pour discuter de ça, dont je fais un peu partie. C'est l'époque où je me suis intéressé à la décroissance. Moi, je venais de rentrer en première année d'université et je faisais de l'économie. Et je me souviens que l'un des premiers cours de macroéconomie que j'ai eu, le professeur nous a expliqué que le but de toutes les politiques économiques, c'était de faire de la croissance parce que la croissance, c'est ça qui permet d'avoir de l'emploi et c'est ça qui permet, une fois qu'on a maximisé l'emploi à nos hommes politiques, de se présenter aux élections et ça augmente leur chance d'être réélu quand il y a beaucoup de monde qui a du travail. Et donc je recevais ce message complètement contradictoire à l'université et après ça s'est un peu éteint. Donc les premières années, les décroissants se sont plutôt faits traités d'amish, de gens qui veulent retourner vivre dans des grottes ou s'éclairer avec la bougie. Donc voilà, il y a eu la phase moquerie, il y a eu la phase où on a juste plus parlé de décroissance du tout, même les décroissants, même les sympathisants du côté des partis écologistes et tout ça, on refusait d'employer le mot et puis finalement, c'est revenu par l'urgence climatique à mon avis, par les rapports successifs du GIEC qui ont quand même aboutis pour le dernier rapport, à ce que la décroissance apparaisse dans la bibliographie, à ce que des gens comme Serge Latouche et Timothée Parrique soit cités. Donc ça a quand même redonné un côté un peu plus sérieux, disons, même si les gens qui ont traité le sujet au début était tout à fait sérieux selon moi. Et il y a aussi eu un mouvement en parallèle en fait, avec la montée en puissance, si je puis dire, de ce qu'on appelle l'économie écologique. Donc là, il y a de plus en plus de travaux universitaires depuis 15-20 ans, mais beaucoup plus depuis 10 ans, là encore avec une nouvelle génération d'économistes. Et ce qui fait que le sujet s'est retrouvé vraiment fort sur la place publique et qu'aujourd'hui on est un peu plus pris au sérieux, maintenant que la décroissance, ça fait partie des scénarios envisagés par le GIEC.

Voilà un peu comment je vois là chose, même si le terme ne fait toujours pas consensus. Il y a toujours des gens, je parle plutôt à gauche, des gens qui sont plutôt sympathisants des idées décroissantes, qui partagent les mêmes constats, mais qui préfèrent parler de sobriété, qui préfèrent parler de d'éco-socialisme. Et je pense qu'il y a aussi eu pas mal, en Belgique un peu du côté des mouvements chrétiens notamment, mais beaucoup aussi dans une partie du pilier socialiste qui a une sensibilité environnementale, cette idée de dire que la décroissance ça n'allait pas, parce que c'était un terme péjoratif, parce que parfois, au sein des partis sociaux-démocrates, des éco-socialistes il y avait aussi une critique de la part des décroissants, une critique du capitalisme qui était un peu trop forte à mon avis. Donc je pense qu'il y a aussi certains partis, associations, syndicats qui se sont retrouvés un peu rebutés par ça. Mais bon, la crise écologique s'amplifiant, je pense que cette idée-là est vouée à croître disons et il y a des alliances de plus en plus grandes. Il y a une tribune qui a été faite il y a un ou 2 ans par des éco-socialistes de décroissance qui essayent de jeter des ponts en fait et de créer un mouvement un peu plus large. Donc voilà comment ça évolue un peu.

2) Comment la décroissance pourrait-elle être mise en pratique au niveau des entreprises ?

A mon avis, mais c'est peut être un une déformation professionnel étant donné que j'ai plus un regard macro, j'ai tendance à penser que la décroissance devrait être imposée politiquement et que les entreprises devront suivre. Donc dans le modèle de l'entreprise capitaliste privé standard qui a pour objectif de de faire du profit tous les ans, je vois quand même assez mal comment la décroissance va pouvoir être mise en œuvre. Donc il y aura probablement des secteurs d'activité où ça ne posera pas de problème, bêtement, des entreprises qui font de l'économie circulaire, du recyclage, qui font de la nourriture biologique ou de l'agriculture biologique. Ces entreprises-là, même dans un monde en décroissance, elles pourront être en croissance. Enfin, il n'y aura pas de de problème. Après les entreprises capitalistes qui reposent sur les énergies fossiles, le productivisme, ce genre de choses-là, je ne vois pas comment, si on définit collectivement qu'on doit produire moins, émettre moins de CO2, utiliser moins de matières premières, je ne vois pas comment ces entreprises-là pourraient survivre en fait.

Donc il me semble qu'il y a une contradiction quand même assez grande entre l'entreprise qui est standard, capitaliste, je te laisse le choix de l'appellation, mais je ne vois pas comment ces entreprises-là pourraient survivre dans un monde en décroissance. D'autant plus quand on parle de grandes entreprises et notamment d'entreprises multinationales. Là, le problème est encore plus aigu parce que les actionnaires sont la plupart du temps des gens ou des entreprises ou des fonds de pension qui sont extérieurs à l'entreprise. Donc je prends Total, vendeur de pétrole, ses actionnaires, c'est Black rock, des fonds de pension, ce genre de choses, qui ont une stratégie d'investisseur, qui sont là en tant qu'actionnaire, mais surtout en tant qu'investisseur et qui ont un objectif de retour sur investissement. Là encore, le type de propriété et la répartition de la propriété dans les entreprises capitalistes, et à plus forte raison dans les entreprises multinationales est pour moi complètement contradictoires avec l'idée de de décroissance. Je vois mal comment on a un actionnaire qui gère un fonds de pension et qui a pour but de faire une plus-value financière pour payer des pensions ou pour payer des gens qui ont investi, tout simplement, on va autoriser que l'entreprise dans laquelle il investit diminue ses profits, diminue la quantité produite. Donc il me semble qu'il y a une contradiction assez forte entre les 2, même si en soit, on pourrait très bien diminuer le chiffre d'affaires d'une entreprise et maintenir son profil. Même si c'est compliqué, ça nécessite d'augmenter les marges, donc à un moment donné, dans la chaîne de production, soit d'exploiter un peu plus le travailleur, soit d'exploiter un peu plus le fournisseur. Dans l'absolu, j'ai l'impression qu'il y a quand même une contradiction assez forte entre le modèle d'entreprise dominant et la possibilité de décroître ou même juste d'être dans une économie intense, peu durable.

Du coup, mon avis c'est que les entreprises d'économie sociale, associations, coopératives surtout, peut-être les mutuelles, seraient quand même plus apte à faire fonctionner une société en décroissance pour les raisons que j'ai expliquées juste avant. Déjà sur la propriété de l'entreprise il y a logiquement, mais ce n'est pas le cas dans toutes les coopératives, il faut voir là encore au cas par cas, mais dans les coopératives de production pour lesquelles les coopérateurs sont les travailleurs, là ce sera beaucoup plus facile parce que le travailleur aura lui-même la possibilité de décider de la production de l'entreprise, donc là il pourrait y avoir une conjonction des intérêts entre les intérêts de l'entreprise et les intérêts du travailleur à titre individuel. Et après sur la création de la coopérative et l'objectif social de la coopérative, il y a l'idée de communauté de besoins. Je ne sais pas si c'est toujours formulé comme ça mais c'est comme ça qu'on me l'a appris quand j'ai pris des cours d'économie sociale, mais une des grosses différences c'est qu'une coopérative ou une association, elle ne se crée pas dans le but de rentabiliser des capitaux et de faire un maximum de profits. Elle se crée parce que, à la base, il y a un besoin d'une communauté qui s'associe au sein d'une structure et qui essaye de répondre au besoin. Donc là oui, c'est tout à fait compatible avec une société décroissante, peu importe le besoin. Je n'ai même pas idée de tous les besoins qui pourraient être imaginés à une échelle locale, mais donc là oui, pour la question de la propriété et pour la question de la démocratie en entreprise et pour la question des besoins en commun, oui, l'entreprise d'économie sociale est beaucoup plus apte à la décroissance.

Après, est-ce que toutes les coopératives sont forcément décroissantes ou sont forcément compatibles avec la décroissance. Là, malheureusement, je crois que non, donc il y a quand même un critère à aller chercher entre les 2 que je ne pourrais pas te préciser comme ça, enfin, ça mériterait franchement une réflexion un peu plus grande sur les coopératives. Mais quand on voit des coopératives comme Mondragon, au Pays basque par exemple, qui sont devenues des vraies multinationales, avec des filiales privées. Quand on voit des coopératives comme Lactalis ou comme Tereos dans l'agriculture, donc Lactalis c'est une coopérative de lait en France qui est l'un des plus gros vendeurs de lait au monde. Tereos, c'est pareil, c'est une coopérative de sucrier. Mais en fait, il y a les gros producteurs de betteraves dans le nord de la France et en Wallonie aussi, qui sont les coopérateurs. Et là, c'est des entreprises qui n'ont pas du tout pour but ni de supprimer les pesticides, au contraire, c'est les betteraviers qui réclament qu'on continue à utiliser des néonicotinoïdes parce que ça favorise leur récolte. Donc voilà dans l'absolu, les critères de l'économie sociale et les critères qui permettent de déterminer ce qui est une coopérative, oui, il y a plus de chances que ce soit compatible. Après il y a plein d'exemples de coopératives qui, finalement, quand elles sont en concurrence avec des acteurs du secteur privé, n'arrivent pas du tout à assumer leur rôle. Je peux prendre encore le cas de New-B dans le secteur bancaire qui a été une défaite un peu lamentable. On a vu que même avec l'apport d'argent public de plusieurs dizaines de millions d'euros, avec l'apport de citoyens, cette banque là au bout de 2 ans, s'est cassée la gueule, parce qu'en fait, dans un marché concurrentiel où une entreprise coopérative doit faire concurrence à une entreprise privée capitaliste qui ne joue pas avec les mêmes règles du jeu, il y a à peu près aucune chance de gagner. Donc la coopérative oui, si elle a un marché de niche, si elle arrive à s'autonomiser un peu du capitalisme, ou alors si à un niveau un peu plus haut je ne sais pas, régional, fédéral, européen, peu importe, mais si à un niveau un peu plus élevé on arrive à fixer des règles pour que les règles du jeu soient les mêmes pour tout le monde. Donc New-B, c'est sûr qu'ils ne doivent pas proposer les mêmes taux d'intérêt que ING ou Fortis, sachant qu'ils ont décidé de pas investir dans les armes, pas investir dans le pétrole, pas investir dans tout ce qui est dégueulasse. Typiquement New-B, c'est l'entreprise d'économie sociale qui aurait pu être favorable à la décroissance ou au développement durable, parce qu'elle était susceptible de financer des projets collectifs bon pour l'environnement, mais mise en concurrence avec des mastodontes privées et publiques, parce que parmi ses concurrents, il y avait Belfius aussi, qui se comportent exactement comme une entreprise privée on voit que ça ne marche pas.

Autre type d'entreprise qui serait susceptible de fonctionner, ce n'est peut-être pas l'objet de ton mémoire, mais je pense qu'il faut quand même citer le cas de l'entreprise publique qui pareil, comme l'entreprise d'économie sociale, a une vocation à remplir un service public. Là encore, les entreprises de services publics qu'on connaît en Belgique, ce n'est pas la joie. Proximus, B-Post, les pouvoirs publics ont déterminé que la propriété était publique, mais que le mode de gestion ne l'était pas. Et donc ces entreprises-là, malgré le fait qu'elles pourraient nous aider à investir, à financer dans des projets un peu durables, ne le font pas. Donc un peu même réponse que pour les coopératives dans l'absolu, une entreprise publique, là je pense plus à des fournisseurs d'énergie, je ne sais pas EDF en France ou ce genre de chose, ils pourraient dire maintenant on investit plus que dans le renouvelable ou dans le décarbonée et l'électricité, au lieu de d'indexer son prix sur le prix du gaz comme ça s'est passé il y a un an ou 2 après la crise en Ukraine, dire ok, on la vend à perte, c'est un service public, on fera des bénéfices ailleurs. Donc voilà l'entreprise publique en plus de l'objet social qui consiste à répondre aux besoins d'une communauté ou d'une population, elle pourrait aussi servir de bras armés pour des politiques publiques un peu plus large. Donc là, c'est vraiment les éléments qui me font penser que ces 2 types d'entreprises sont bien meilleurs.

Après voilà, la question s'est posée plusieurs fois, y a une dizaine d'années. En région liégeoise, il y avait Arcelor Mittal par exemple, qui a fermé les hauts fourneaux et dans les syndicats, on s'est posé la question, est-ce qu'il ne faudrait pas racheter tout ça, et en faire une coopérative, mais en fait, quand on voit les sommes d'argent qu'il faudrait mettre pour acheter le capital, pour acheter le matériel, les usines, les machines d'Arcelor Mittal, en fait, c'est juste pas possible sans soutien public, donc il y a certains secteurs à forte intensité capitalistique ou certains secteurs dont les activités sont liées à l'intérêt général et aux services publics qui, à mon avis, devrait devenir des entreprises publiques. Et pour ce qui est plus local, pour des activités peut être un peu plus marchandes, la coopérative à mon avis est quand même le bon modèle. Même si après, il n'y a malheureusement pas de modèle clé en main dans la décroissance, et il faut voir au cas par cas ce que fait la coopérative. Ce n'est pas un gage absolu.

Le critère de taille oui, même si je ne suis pas catégorique. Et encore une fois, sur les coopératives, et là, on va atteindre un peu les limites de mes connaissances, mais est-ce qu'une coopérative de consommateur serait plus efficace qu'une coopérative de producteurs ? Enfin, je pense à la grande distribution par exemple, peut-être en fait. Donc, je ne sais pas trop, après quand on reprend les grands principes de l'économie sociale il me semble qu'ils ont tous une dimension qui pourrait coller à la décroissance. Donc la finalité de service à la collectivité dont j'ai parlé, l'autonomie de gestion que j'ai un peu évoquée, mais dans les constats que je fais, moi, sur la décroissance, c'est la difficulté à mettre en œuvre des politiques décroissantes. Le problème auquel on se trouve confronté ce n'est pas tellement d'avoir des solutions à proposer ou des alternatives à proposer, ça en fait, elles existent toutes déjà. Enfin, on n'a pas grand-chose à réinventer. Le problème, il se fait plutôt au niveau démocratique, on a du mal à prendre des décisions collectivement. Et au niveau d'un pays, d'une région. Et au niveau des entreprises. Et donc là c'est clair que la question de l'autonomie de gestion, le fait de pas être soumis à des relations avec des fournisseurs ou avec des clients, enfin des relations de domination, disons, de pas avoir de donneurs d'ordre, de pas avoir un diktat des actionnaires, je pense que c'est quand même des facteurs positifs, même si encore une fois, à voir qui sont les actionnaires. Si l'actionnaire de Belfius, à savoir l'État fédéral décide que demain, Belfius doit financer la transition énergétique, l'isolation des bâtiments et tout ça, il n'y aura pas de problème. Donc ça dépend quand même de la finalité recherchée par les actionnaires et par un peu tout l'entourage de l'entreprise.

Et après y a un critère aussi qui peut être intéressant, enfin, c'est le critère de primauté des personnes et du travail sur le capital. Donc là pareil, ma réflexion va peut-être être un peu générale, mais primauté des personnes et du travail, il y a quand même une idée qu'on n'est pas en train de rechercher en permanence l'intensité capitalistique, de foutre de l'informatisation, de l'intelligence artificielle de partout. Donc là, il y a aussi une idée de de moins utiliser des machines, de réutiliser de l'humain au maximum, donc là il me semble aussi qu'on est en plein dans la décroissance. Mais voilà, encore une

fois, je me contente de faire des réflexions hyper générales, sachant que en regardant des initiatives locales ou d'une coopérative en particulier, on pourrait avoir des contres exemples.

3)

Déjà, ta question ça m'amène une réflexion que j'ai souvent quand je parle de décroissance, c'est que il faut voir si la décroissance qu'on va connaître, on va la connaître de manière choisie ou subie. Donc si on est dans un cadre de décroissance subie, on est probablement déjà dans une décroissance subie quand on voit le nombre de d'heures de travail au niveau mondial qui sont perdues parce qu'il fait trop chaud et trop humide, parce que baisse des rendements agricoles, parce que inondations et compagnie. Là, en fait les entreprises capitalistes s'en accommodent très bien. Enfin, il n'y a pas de y a pas de souci.

Par contre, si on est dans un modèle de décroissance choisie collectivement, je pense qu'automatiquement l'entreprise capitaliste va prendre un gros coup. Et donc soit elle sera interdite pour certaines activités, soit elle sera fortement réformée ou encadrée pour d'autres activités. Donc est-ce qu'il y a des possibilités de réforme ? Oui, en théorie, après l'histoire sociale nous montre aussi que quand on a des propriétaires capitalistes dans une entreprise privée et qu'on essaye de faire de la cogestion entre des syndicats et des entreprises privées, généralement les intérêts finissent par s'aligner sur les intérêts du patron pour maintenir l'activité. Donc en soit, réformer les entreprises pour leur donner un autre modèle de fonctionnement, ok, mais il me semble que ça, ça viendra soit de la base et du coup on fera autre chose qu'une entreprise privée, on fera une coopérative n'importe quoi, soit ça viendra de plus haut et là ce sera la loi en fait. Et il y aura des pratiques qui seront juste interdites et effectivement, on aura réformé. Mais penser que dans le système politique actuel, on arrive à un espèce d'accord entre le patronat. Enfin je ne sais pas quand on voit le discours du Voca, ou de la FEB qui est de plus en plus proche de l'extrême droite. Enfin, je ne vois pas dans quel monde on pourrait réussir à gentiment se donner la main tous ensemble, travailleurs et patrons et fabriquer des entreprises durables dans lesquelles les patrons continueraient s'en mettre plein les poches. Enfin, ça me semble quand même assez illusoire.

Même si dans les faits, il faut aussi faire attention avec les discours qu'on tient. Je sais que je ne peux pas aller dire ça dans les syndicats, par exemple. Je peux avoir une attitude plus ou moins révolutionnaire à la FGTB, mais si je vais parler de reprendre un contrôle ouvrier sur les entreprises, il va y avoir aussi des blocages dans le mouvement social, donc c'est pour ça que je ne crois pas complètement à la possibilité de réformer et qu'à mon avis il faudra que ça vienne soit de l'amont, soit de l'aval de l'entreprise, disons.

4) Comment est-ce que vous pensez que le modèle d'entreprise sociale peut contribuer à la lutte contre le changement climatique ou la préservation de l'environnement ?

Bonne question, t'avoue que je ne suis pas capable de te répondre, que je n'ai jamais répondu à ça, que c'est une question en effet très intéressante. Je ne sais pas si on rajoute des critères environnementaux dans les critères de ce qu'est une entreprise d'économie sociale, est ce que c'est toujours de l'économie sociale, je n'en sais rien, je dirais que oui, je dirais que oui, mais je ne sais pas trop en fait.

Encore une fois, j'ai quand même plutôt une perception du monde et de l'économie qui consiste plutôt à penser que les problèmes devront être réglés politiquement et que la mise en pratique économique suivra en fait. Peut-être que je me trompe complètement en disant ça, je n'en sais rien. En vrai, tu me prends un peu de court avec des questions que je ne m'étais même pas posées donc je n'en sais rien.

En y réfléchissant un peu, j'ai quand même tendance à me dire que les règles environnementales doivent être imposées à tout le monde. Ça ne doit pas être la spécificité des entreprises sociales. Après en fait ta question ça me fait un peu retomber sur la réflexion que j'avais sur New-B, parce que si on rajoute des critères environnementaux à des entreprises, parce qu'elles sont sociales, on continue à les mettre en concurrence avec des entreprises qui n'ont pas les mêmes règles. Donc voilà, je pense que je penche vraiment plus vers cette option que les règles doivent être fixées pour tout le monde.

Interview n°5

1) Comment est-ce que vous définiriez la décroissance ?

C'est déjà un long débat au sein du monde scientifique. Tu l'as sans doute remarqué que tout le monde n'a pas la même interprétation de ce qu'est la décroissance. Et la question aussi d'utiliser ce mot décroissance ou post croissance qui est hautement politique. Conceptuellement, le mot décroissance ne me pose pas de problème, mais je pense que si on veut arriver à un monde qui a les caractéristiques décrites par les chercheurs sur la décroissance, je pense qu'il est nécessaire qu'on gagne l'adhésion et ce n'est pas en utilisant le terme décroissance. Donc je préfère parler de post croissance, alors je sais bien que ce n'est pas tout à fait pareil et que la décroissance est supposée mener à la post croissance, souvent c'est comme ça que c'est présenté. Donc voilà, moi je préfère garder la vision post croissance mais c'est très personnel et comme je le disais, c'est plus si on veut y arriver et qu'on veut gagner l'adhésion de la population qui est nécessaire, le choix des mots est particulièrement important et je pense que le choix de décroissance est particulièrement malheureux. Mais voilà, c'est de nouveau une intuition, je n'ai pas de d'étude empirique là-dessus.

Alors ce qu'est la décroissance ou du coup un monde post croissance. On y met beaucoup de choses là-dedans. Mais principalement pour moi, il y a la question des limites planétaires. Notamment le fait de se dire qu'on ne produit pas et on ne consomme pas au-delà de ce qu'on est capable de régénérer dans les délais, parce que le pétrole ça se génère, mais c'est sur des millions d'années donc on ne peut pas utiliser sans fin ce genre de d'énergie. Et donc c'est une manière de de de concevoir l'économie, qui est à l'inverse de ce qu'on a fait jusqu'à présent. Où on a toujours cru que le bien être passait par la croissance. Donc in fine l'idée c'est qu'est-ce que le bien-être ? C'est une remise en question de ce qu'est le bien-être et de comment on y arrive. Et donc ce bien-être, il ne passe pas nécessairement par une production, une consommation qui n'en finissent pas de croître, mais par d'autres moyens. Ça, c'est une des premières idées de la décroissance, je pense. Alors là derrière est venue se greffer la question de la démocratie, qui passe souvent au 2nd plan parce que si on ne continue pas à produire et consommer de façon croissante, il va falloir faire des choix. Et comment est-ce qu'on pose ses choix ? Et je pense que c'est là où je parlais d'adhésion de la population au mot décroissance, mais sur le type de mesures et le type de de choix à poser, là aussi, il va falloir passer par une forme d'adhésion qui selon moi, ne passera pas par une dictature, mais plutôt par une démocratie. Et donc il y a une forme de démocratisation, enfin un renforcement la démocratie ou une revitalisation de la démocratie à avoir tant au niveau de la société qu'une démocratisation de l'économie. Et voilà, moi, c'est ce que je place derrière décroissance/post croissance.

2) Comment la décroissance pourrait-elle être mise en pratique au niveau des entreprises ?

Alors, c'est une très bonne question. Parce qu'effectivement, la décroissance, c'est plutôt un concept macro, et donc le ramener au niveau méso ce n'est pas nécessairement le plus facile à concevoir. Je pense qu'il y a certaines pistes. Et la première, c'est la course au profit qui de facto demande une forme de croissance de la production et de la consommation, ce qui est incompatible avec la décroissance. Et donc on est plutôt sur une recherche de satisfaction des besoins et donc un questionnement sur quels sont les vrais besoins, est-ce qu'on a vraiment besoin de tout ? Et donc dans le choix de ce qu'on va produire, il y a peut-être des questions à se poser. Je vais prendre un exemple fictif mais produire et vendre des objets, c'est un peu caricatural que je vais donner comme exemple, ce n'est pas grave, les modules Ile-de-Paix par exemple, vendre et essayer à tout prix de de vendre des modules en plastique qui ne servent strictement à rien on est bien d'accord, mais ça permet de de générer de l'argent pour faire les actions qu'Ile-de-Paix fait, qui sont au demeurant très très nécessaires. Mais donc est-ce qu'il n'y a pas moyen de changer cette optique pour faire de l'argent ? Ce n'est pas un super bon exemple,

mais je ne trouve pas d'autre exemple. Mais ce que je veux dire c'est que dans le choix de ce qu'on va produire déjà, il y a des choses à revoir. Et donc dans des entreprises capitalistes, clairement, sortir de cette notion de on cherche à tout prix à faire du profit pour distribuer des dividendes. Si on passe sur une question comme les entreprises sociales, la plupart des entreprises sociales ont plutôt la question de quels sont les besoins qu'on cherche à satisfaire, les besoins vitaux que l'on cherche à satisfaire ? Déjà, ça ferait un fameux pas en avant.

Un 2e pas en avant je pense, c'est davantage de collaboration entre entreprises qui partagent ce type de valeur. Pour éviter certaines concurrences malsaines, pour augmenter les synergies, pour justement arriver à une forme de mutualisation, parfois de certains coûts qui du coup, permettent de changer le type de production, parce que oui, l'argent on en a besoin et il circule et on a des frais, il faut pouvoir les couvrir et donc on ne peut pas se passer de produire quelque chose à un moment donné pour avoir quelque chose à vendre et à mettre sur le marché pour pouvoir in fine, satisfaire les besoins qu'on cherche à satisfaire.

Donc, la question du coup de la démocratisation de l'économie revient au niveau méso à travers la démocratisation des entreprises. Et donc, comment est-ce qu'on on donne une voix et un pouvoir de décision à d'autres personnes que les détenteurs de capitaux ? Et donc ça, c'est au cœur aussi des entreprises qui peuvent entrer dans ce mouvement de la décroissance ou de la post croissance.

- 3) Comment est-ce que les modèles des entreprises capitalistes telles qu'on les connaît aujourd'hui devront évoluer pour s'aligner avec les principes de décroissance, post croissance ?

C'est une excellente question. Alors, il ne faut pas non plus caricaturer les entreprises capitalistes, on en a beaucoup, notamment dans les petites et moyennes entreprises qui sont des entreprises de type capitaliste mais qui ne sont pas à la recherche du profit et de la distribution de dividendes à tout prix. En tout cas pas quand ça va bien. Donc quand ça va bien, ils mettent en avant leurs employés. Ce n'est pas pareil partout. Mais une fois que la crise revient, ou une fois que l'on retombe sur ses fondamentaux et donc le bien-être et les besoins à satisfaire sont d'abord les besoins d'actionnaires avant les besoins des autres parties prenantes. Donc je pense que fondamentalement, en période où ça va globalement bien, des entreprises capitalistes pourraient être compatibles avec un modèle décroissant. Mais leur gouvernance et leur mission principale, font que, comme je dis en période de crise, ils devront revenir sur leurs fondamentaux, et ces fondamentaux ne sont pas compatibles avec la décroissance. Donc ce que je veux dire, c'est que on ne peut pas tout jeter des entreprises conventionnelles. Mais c'est sûr que ce n'est pas elles qui vont nous aider à faire la transition vers un monde post croissant, en tout cas pas pleinement.

Alors, est-ce qu'on peut changer complètement les entreprises, du jour au lendemain, je ne pense pas. C'est un mouvement qui prend du temps et on voit certaines entreprises conventionnelles se transformer en coopérative, par exemple, notamment lors de transmission d'entreprises, donc des entreprises familiales qui n'ont pas de successeurs entre guillemets, le patron part à la retraite et une des manières de faire perdurer et de pérenniser l'entreprise, c'est de la transformer en coopérative et de transférer le l'actionnariat aux travailleurs. Et donc ça devient une coopérative de travailleurs où on se retrouve dans un modèle qui est davantage compatible avec une économie décroissante. Donc voilà, rien n'est perdu, mais c'est sûr que dans les toutes grosses entreprises, on a beaucoup plus loin. Demandez à Total où Shell de passer à un modèle décroissant, je pense que les actionnaires feront des infarctus avant que cela n'arrive.

- 4) Quelles sont les caractéristiques propres aux entreprises sociales qui en font un modèle adapté dans un monde en décroissance ?

Il y a de nouveau ces caractéristiques de la mission sociale. Le profit est un moyen pour atteindre une finalité sociale et donc le profit n'est pas une fin en soi et donc ça coche déjà une première case. Il y a cette gouvernance démocratique, en tout cas en théorie, ce n'est pas toujours le cas dans les

entreprises sociales, mais cette gouvernance démocratique, qui va quand même vers une forme plus démocratique d'économie, qui est aussi dans les principes des entreprises sociales. La question des synergies et des collaborations. Qui là pour moi est un gros point d'interrogation parce que j'ai l'impression que c'est totalement sous-exploité.

Mais bon, c'est aussi une intuition, je n'ai pas de recherche qui le montre, mais alors que c'est marqué dans l'ADN des coopératives, enfin dans les principes coopératifs, mais ça reste relativement peu mis en œuvre. Donc la seule collaboration qu'ils ont vraiment, c'est plutôt en termes de lobbying, essayer de faire mouvement comme ça. Mais c'est inscrit quelque part, je veux dire, il faudrait voir comment l'activer. Comme je disais tout à l'heure pour la démocratie où il faut voir comment la revitaliser ou la stimuler. Mais je pense que l'inter-coopération ou la coopération entre entreprises sociales et du coup, potentiellement entreprise décroissante, on doit trouver des moyens de la mettre en œuvre.

- 5) Comment est-ce que, selon vous, les entreprises sociales favorisent l'amélioration du bien-être social ?

C'est très lié à leur finalité hein. Donc c'est difficile de parler globalement. Si tu prends les entreprises d'insertion, là on est clairement sur un objectif social, plutôt qu'environnemental. On voit tout le bien-être apporté aux personnes qui sont situées loin du marché du travail, personnes porteuses de handicap ou personnes qui sortent de prison ou que sais-je, une personne peu qualifiée. Donc voilà, là on voit cet impact social de de réintégration dans la société à travers le travail. Vu que leur impact est si différent, je veux dire, elles visent des choses tellement différentes que c'est difficile de de qualifier de façon globale, que ce soit au niveau local ou à un niveau plus macro. Mais je pense qu'avant tout il y a cette mise en avant de l'humain avant le profit et donc que ça réhumanise l'économie et resocialise aussi l'économie, ça pourrait être ça l'impact social.

- 6) Comment est-ce que vous pensez que le modèle d'entreprise sociale peut contribuer à la lutte contre le changement climatique ou la préservation de l'environnement ?

Alors je pense que ça fait partie des entreprises qui sont en tout cas davantage sensibilisés à la question de manière générale. Je ne parle pas pour toutes les entreprises sociales, mais de manière générale. Parce que sensibles à l'humain et se rendant bien compte que l'humanité est pas mal en danger et donc il y a cette vision peut être davantage long terme et systémique qui vit dans les entreprises sociales. Et du coup, elles sont sans doute davantage sensibilisées, davantage informées et sans doute pionnières sur certains aspects dans la lutte contre le changement climatique et dans les besoins d'adapter les entreprises et la vie de l'entreprise à cette lutte contre le changement climatique, enfin, en tout cas, comment est-ce qu'on peut gérer cette question du changement climatique, que ce soit en termes de de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre ou peut-être dans certains mécanismes d'adaptation déjà aussi et envisager comment faire pour que ce soit vivable pour les humains. Puisque l'humain reste la priorité de ces entreprises.

Donc voilà alors le fait qu'elle soit pionnière, ça leur donne un rôle, je ne vais pas dire de modèle, mais quand même, d'inspiration pour les autres, de rôle inspirant pour les autres entreprises, pour mon montrer, regardez, ça marche aussi, on peut faire des choses sans que ça ne mette en en péril notre activité économique. Donc voilà, je pense que c'est ça qui les met à l'avant-garde de cette question-là, mais ce n'était pas leur question première je pense pour la plupart. Après il y en a de plus en plus, il y a plus de plus en plus d'entreprises sociales dont la finalité sociale est en réalité une finalité environnementale, mais je pense qu'elles sont apparues progressivement aussi à travers cette sensibilisation plus grande et cette information plus grande dans le cercle des entreprises sociales. C'est logique aussi quelque part, la question, elle est mise à l'agenda depuis un certain temps, mais si on remonte au sommet de Rio, etc. dans les années 90, la question de la planète était déjà là. Mais il y a

quand même des choses et en témoigne le fait que les coopératives n'avaient que 6 principes jusqu'en 1995 et c'est en 1995, qu'elles ont adopté le 7e principe d'attention à la Communauté au sens large et donc à l'environnement.

Ce que je veux dire c'est qu'il y a cette attention-là, elle est là depuis longtemps, mais comme le reste de la société, alors je pense qu'ils sont en avance par rapport au reste de la société, mais voilà. Donc oui, les problématiques sociales étaient à l'avant plan et puis aussi pour des raisons de connaissance et des raisons historiques. Les entreprises sociales, on les a vues se développer en réponse à des crises sociales avant tout. L'extrême pauvreté, une disqualification par rapport au marché du travail, des crises économiques et sociales qui ont fait émerger ce type d'entreprise et donc c'est normal qu'historiquement elles se soient d'abord attachées à cette question-là. Peut-être aussi une 2e partie de la réponse, c'est que l'entreprise est dans un temps plus court. Dans une temporalité plus courte que le changement climatique et les crises économiques et sociales sont aussi de manière généralisée, dans une temporalité plus courte que le changement climatique. Et donc cet alignement des temporalités par rapport aux crises sociales et économiques et ce non-alignement par rapport à la crise climatique qui a mis plus de temps à se faire sentir, etc. Je pense que c'est aussi plus facile pour les entreprises du coup de s'aligner avec une temporalité qui est la même que la leur et donc de s'attaquer d'abord aux problèmes sociaux plutôt que environnementaux.

- 7) Quelles améliorations pourraient être apportées au modèle des entreprises sociales/capitalistes afin d'être encore plus pertinent ?

Il y a déficit de légitimité toujours et un problème qui est davantage politique au sein des entreprises sociales. Il y a un peu une question de vouloir se faire plus vertueux que les autres et c'est la course à l'échalote. Et puis au final, on se tire davantage dans les pattes alors qu'on veut aller dans la même direction mais avec de légères nuances. Mais on va se focaliser sur ces légères nuances. Et du coup, on rate la possibilité de vraiment faire mouvement et d'avancer ensemble. Et c'est de nouveau cette question de collaboration et de synergie qui peut être vraiment problématique parce qu'il y a un peu cette question de qui sera le plus vertueux ? Mais en vertu de quoi ? Je veux dire les critères qu'on place pour définir qui est dans le bon ou dans le mauvais, c'est très subjectif et donc qui décide de ça ? Donc vous avez une approche un peu plus pragmatique, sans doute, et donc je pense que de manière générale, surtout dans des combats comme ceux-là, il faut pouvoir gommer ces différences ou en tout cas les accepter, peut-être pas les gommer, mais les accepter plus facilement et se dire bah tout le monde n'a pas exactement la même vision que moi. Mais globalement, on veut aller dans la même direction, donc allons-y. Et donc ça, c'est un gros défaut des entreprises sociales, alors ce n'est pas dans leur structure en tant que telle, mais c'est dans l'esprit qui les anime.

Alors peut être un deuxième, parce que ça me tient un mois à cœur, c'est le côté démocratique où là on, on a tendance parfois à considérer un peu vite qu'on est démocratique ou alors inversement, on a tendance à vouloir trop en faire et du coup on sacrifie la dimension économique qui nous permettrait d'avancer d'avantage pour des raisons X ou Y, mais de se dire non, on veut être de nouveau plus vertueux que les autres et en montrant qu'on est encore plus démocratique que tout le monde. Alors, est-ce qu'on a vraiment tout faire dans les actions qui nous permettent de nous dire démocratique ou non ? Je ne suis pas certain, je pense que tout n'est pas adapté à tout le monde. J'ai étudié le fonctionnement d'utiliser le tirage au sort pour certains organes de gouvernance. Donc tirer au sort des membres qui feraient partie de certains organes de gouvernance. Clairement ça ne peut pas s'appliquer partout. Ce n'est pas pour ça que là où ça ne peut pas s'appliquer, ce sont des plus mauvaises coopératives et moins démocratiques, non. Elles mettent en place d'autres mécanismes. Mais donc voilà de nouveau cette question de vouloir parfois en faire trop et donc perdre de vue l'objectif final.

- 8) Est-ce qu'il existe selon vous un autre modèle que celui des entreprises sociales qui serait pertinent dans un monde en décroissance ?

Dès lors que toutes les entreprises qui n'ont pas le profil, la distribution des dividendes aux actionnaires comme finalité première entrent dans les entreprises d'économie sociale, dans les organisations d'économie sociale, j'ai un peu du mal. Et que ça fait partie des critères qui selon moi permettent d'être sur un modèle décroissant. J'ai un peu du mal à te répondre que oui il y a d'autres modèles. Comme je l'ai dit tout à l'heure, il y en a qui peuvent s'en approcher, mais dès lors qu'il y a une situation de crise ou quoi, ça ne sera pas stabilisé et donc elles pourraient vite revenir à leur fondamentaux non-décroissants.

- 9) Est-ce que vous pensez que des entreprises sociales pourraient aussi un moment rediriger vers un modèle plus classique ?

Oui, ça arrive. On appelle ça la dégénération, pour les coopératives par exemple. Et ça arrive, oui, ça arrive souvent, malheureusement. Il y a une telle pression dominante de la part de l'économie et des institutions pour un modèle conventionnel, un modèle capitaliste conventionnel que c'est logique que parfois la résistance à ce à ces pressions faiblissent.

Interview n°6

1) Quelles sont selon vous les raisons qui ont fait que le paradigme de la décroissance a émergé ?

Le mouvement ou le courant de pensée de la décroissance, il a plusieurs sources. Et je dirais qu'il a au moins au moins 2 grandes sources. Une première source qui est une critique culturelle, une critique culturelle de la société de consommation, mais aussi du capitalisme, du travail aliéné, etc. Donc avec André Gorz, avec tout plein d'auteurs des années 70-80, etc. Et puis il y a aussi un courant un peu plus technocrate, je dirais, qui évalue la disponibilité des ressources, qui évalue les impacts croissants sur le changement climatique, la biodiversité. Et puis qui met ça en regard de la croissance du PIB et qui voit que les 2 sont couplés. C'est le problème du couplage ou découplage. Et qui, année après année, recherche après recherche, a du mal à voir des signes de découplage. Donc il y a à la fois une critique un peu du modèle économique et social dans lequel on est, et qui n'est pas désirable, qu'il y ait ou pas découplage, je dirais. Et puis y a un autre versant qui est plus héritier des travaux du club de Rome ou de l'économie écologique, etc, qui va montrer qu'on a beaucoup de mal à faire du découplage, et donc à avoir le beurre et l'argent du beurre, à avoir une croissance économique rapide et puis en même temps, baisser nos pressions sur l'environnement. Et ça, ça tend à être à chaque fois confirmé, confirmé, confirmé.

Donc je pense que pour ces raisons-là, et puis vu qu'on arrive un petit peu, je ne dirais pas au pied du mur, mais en tout cas les urgences sont de plus en plus urgentes. Cette option devient aussi de plus en plus légitime et discutée dans le débat public, mais aussi un tout petit peu dans des rapports comme le GIEC, etc. Même si alors la décroissance n'est pas dominante, mais en tout cas elle est citée. Et puis le thème de la sobriété est cité, le thème d'aborder les problèmes environnementaux du point de vue de la demande plutôt que de l'offre, sobriété plutôt qu'efficacité, etc. Tous ces mouvements, tous ces changements, rendent, je dirais, les thématiques de la décroissance un peu plus audible aujourd'hui peut être.

2) Comment est-ce que vous définiriez la décroissance ?

Je pense qu'une définition vous en avez déjà, vous pouvez en trouver, il y en a plein qui se baladent sur dans la littérature, mais peut-être quelques éléments clés de la décroissance. C'est peut-être l'idée de limite, de prendre au sérieux ces limites et de ne pas trop jouer avec elles. Notamment des limites planétaires ou des limites écologiques et de ne pas trop considérer qu'elles sont très malléables, et puis qu'on pourra toujours s'en occuper plus tard. C'est l'idée de dire, mais en fait, elles sont là, on a tendance à les repousser ou les dépasser. Enfin, ça dépend ce qu'on entend par limite, mais bref, ou à s'en rapprocher ? Donc vraiment prendre au sérieux les limites.

Il y a aussi une dimension de radicalité ? C'est pour ça que le mot d'ailleurs est resté plutôt que d'autres mots, qui aurait pu s'y substituer ? C'est la fameuse idée que c'est un mot obus. Donc voilà décroissance plutôt qu'autre chose, parce que, malgré tout, ça fait un peu mal aux oreilles, ce n'est pas très attrayant et donc ça garde son potentiel de subversion. Voilà donc si c'est juste pour le mot décroissance, parce que souvent on voit des définitions finalement qui disent bon, la décroissance ce n'est pas la décroissance pour la décroissance, ce n'est pas faire décroître le PIB pour faire décroître le PIB, c'est plutôt faire décroître la taille matérielle énergétique de l'économie de certains pays. Donc, finalement, quand on en commence à en parler ou à le détailler, on voit qu'il y a des nuances à ça. Mais l'usage du mot reste ici, je pense pour fédérer en fait une approche un peu radicale qui est de soutenabilité forte, peut être que soutenabilité forte c'est un autre élément, d'autres caractéristiques. Donc voilà sobriété, limite, radicalité et soutenabilité forte peut-être.

3) Comment la décroissance pourrait-elle être mise en pratique au niveau des entreprises ?

C'est un peu compliqué de vous répondre, parce que je sais qu'il y a des papiers spécifiques sur le sujet. Il y a quelques articles de recherche, je crois dans *Ecological Economics* ou dans le *Journal of Cleaner Production* sur « Business and Degrowth ». Alors bon, je n peux pas forcément répéter ce qu'il y a dedans, mais disons qu'il y a un peu tous ces éléments que j'ai évoqués. En tout cas en théorie, pour que l'entrepreneuriat ou l'entreprise soit aligné avec la décroissance, il faudrait qu'elle soit plutôt dans la sobriété. Ça pour le coup, le thème de la sobriété entreprise et est en train de se développer pas mal, mais avec aussi un peu plus, peut-être, d'empirique. C'est à dire de recherche empirique et même théorique. Et voilà, même si ce n'est pas directement une recherche sur l'entreprise et décroissance quand même très très proche. C'est comment est-ce que les entreprises peuvent limiter en fait la surconsommation, donc avoir des comportements qui intègrent des limites. Par exemple, je ne vais pas me développer plus que X nombre d'équivalents temps plein ou un certain un certain niveau de de profit ou de dire, je ne vais pas me développer à l'étranger, ou pas n'importe où, etc. Donc, il y a plein de manières. Ça se voit par petites touches, il y a certaines entreprises qui le font déjà par petites touches, de se mettre des limites dans leur croissance.

Mais alors, si on reprend les définitions dans la littérature, c'est plus que ça, c'est que le modèle d'affaires doit se poser des limites, être sobre. Donc en fait un peu essayer de convaincre le consommateur que pour faire l'économie il faut être plusieurs donc ce n'est pas que les entreprises qui proposent des meilleurs produits ou moins de produits ou que les consommateurs, mais il y a une espèce de de tango ou de de jeu à 2 et donc l'entreprise va être plus proactive et va dire, vous voulez acheter mon produit ? C'est chouette, mais est-ce que vous êtes sûr de vouloir l'acheter, est-ce que ça procède d'un besoin, d'un besoin réel, etc. Je ne sais pas s'il y a une entreprise qui fait ça vraiment. Mais voilà, il y a des petits exemples avec la campagne de Patagonia « Don't buy this jacket ». Ça existe apparemment pas mal dans tout ce qui est secteur Outdoor, dans des entreprises qui fabriquent, je ne sais pas moi, des sacs à dos de randonnée, de l'habillement pour le loisir, pour l'extérieur. Et qui seraient dans un peu dans un peu là-dedans, éviter la surconsommation, ne pas participer au Black Friday, ne jamais faire de solde, ne pas rémunérer ses vendeurs et vendeuses au nombre de ventes, etc. Il y a la dimension un peu militante aussi, l'entreprise doit assumer son côté politique. Un élément de la décroissance, c'est de revendiquer que ce qui se passe dans la sphère économique ne reste pas uniquement dans la sphère économique. Ça touche aussi à la sphère sociale, la sphère politique. Et là, il y a l'idée que l'entreprise doit aussi militer, peut-être à travers des messages un peu chocs ou des événements, des happenings, qui remettent en cause la surconsommation ou le capitalisme.

4) Quelles sont les caractéristiques propres aux entreprises sociales qui en font un modèle adapté dans un monde en décroissance ?

Moi je pense que c'est un champ de recherche ouvert. D'ailleurs, c'est un sujet sur lequel je vais travailler à partir du mois d'octobre. J'ai un projet de recherche sur ce sujet-là, assez précisément, pas spécifiquement sur l'économie sociale, mais sur les entreprises et les impératifs de croissance. Et donc je n'ai pas encore fait la recherche, je n'ai pas une réponse tout à fait tout à fait aboutie, mais bon, je pense qu'il y a plusieurs éléments qui font de l'ESS ou de l'économie sociale, des organisations ou un mouvement qui serait plus aligné avec certains principes de la décroissance ou de la post croissance ou de l'accroissance. Je pense que déjà dans beaucoup de structures, il y a l'intégration de justement de limites. Par exemple, limites dans la distribution de profits qui sont inscrites dans les statuts, limites dans les échelles de rémunération donc on ne peut pas gagner 100 fois ce que gagne le plus bas salaire ou le salaire minimum, etc.

Donc il y a quand même un peu une culture de poser des limites dans la distribution de revenus, des bénéfices, etc. Donc ça je pense que c'est quand même assez aligné. Il y a l'idée quand même que l'économie sociale est engagée. Donc cette dimension un peu politique dont je parlais tout à l'heure,

je pense qu'elle convient assez bien à l'idée d'une économie en décroissance. De manière un peu plus pratique, est-ce que le fait de limiter par exemple les dividendes aux actionnaires, le fait de voir en grande partie réinvestir ses bénéfices ou ses profits dans l'entreprise, est-ce que ça permet justement à l'entreprise de mieux passer les caps, les coups durs, les périodes de récession, etc. ? Voir d'encaisser plus facilement une espèce de stagnation de l'activité, du PIB et de se satisfaire de ça, plutôt que de ne vivre bien que dans les périodes de forte croissance, ça c'est une hypothèse. Je ne sais pas dire si c'est vrai ou pas, j'ai plutôt l'intuition que ça pourrait être le cas. Mais voilà, j'avoue ne pas avoir assez de connaissances sur le sujet pour savoir si elles sont plus résilientes, et donc si elles vivraient mieux je dirais dans un monde sans croissance ou un monde qui dans un pays riche aurait un peu de décroissance du PIB. C'est possible, mais ça reste à vérifier.

Après il y a une autre question qui aussi à mon avis, mérite d'être creusée, sur la démocratie en entreprise, la participation, le fait que les gens aient un peu plus normalement la voix au chapitre. Alors, est-ce que ça permet de mieux envisager l'idée de post croissance, enfin que la croissance à la fois de la macroéconomie mais aussi de l'entreprise n'est pas assurée année après année, peut-être. Peut-être que lorsque les gens délibèrent, qu'ils échangent entre eux, ils se disent finalement qu'est-ce qu'on recherche ? Est-ce qu'on recherche d'accroître toujours nos ventes ? Peut-être que ça permet de mieux aborder ces périodes là ou cette perspective de post croissance, quand les personnes sont un peu plus engagées dans leur travail, ont l'impression d'avoir la voix au chapitre, ont la voix au chapitre pour de bon. Voilà alors il y a peut-être d'autres éléments qui là m'échappent, mais voilà ce que je peux vous dire pour l'instant.

- 5) Comment est-ce que vous pensez que le modèle d'entreprise sociale peut contribuer à la lutte contre le changement climatique ou la préservation de l'environnement

C'est sûr que l'économie sociale peut, comment dire, ajouter ou avoir une mission qui soit une mission écologique. Alors elle a de social, c'est le fait, je ne sais pas, d'être une coopérative, d'être démocratique, de partage des bénéfices, etc. Et puis elle peut avoir une mission d'intérêt collectif pour le coup donc tournée vers l'extérieur, plutôt écologique. Il y en a plein qui existent, donc ça ne paraît pas du tout en contradiction. Après voilà, je ne suis pas sûr que toutes les entreprises de l'économie sociale ou toutes les organisations de l'économie sociale se retrouvent dans les principes de décroissance. Certainement que la plupart seraient d'accord de dire mais oui, on veut contribuer à un environnement qui soit plus sain. En revanche, intégrer tous les principes de la décroissance, y compris se mettre des limites, etc., adopter peut-être les standards les plus stricts en termes écologiques. Ça, c'est pareil, je n'ai pas de connaissances suffisantes pour dire c'est bon, c'est sûr, c'est assuré.

Je pense qu'il y a beaucoup de travaux qui montrent aussi que l'économie sociale, elle est faite de pas exactement des mêmes personnes que le reste de l'économie. Mais malgré tout, il y a les mêmes enjeux finalement, parfois de rapport de force, de rapport de pouvoir, de qualité du travail, de contrôle, etc. Donc, même s'il y a des statuts qui sont un peu différents, même si beaucoup de gens y sont un peu par engagement ou avec une volonté de participer à un collectif ou de changer le monde. On retrouve quand même beaucoup de beaucoup de d'éléments assez standards. Et donc la question c'est, est-ce que les gens dans l'économie sociale seraient d'office plus tournés vers des pratiques vertes. Et ça pareil, je ne crois pas, je ne sais pas si c'est documenté aujourd'hui, donc ça reste à vérifier.

Il y a plein de manières de prendre la question, mais si être plus écologique, ça demande, par exemple de renoncer à certaines productions, vous pouvez imaginer l'économie sociale dans des secteurs polluants. Bon ce qui se passe dans ces secteurs-là, ou aussi dans le panier des biens qui sont produits, il y en a la moitié, ça ne va pas, c'est très riche en plastique, c'est très émetteur de gaz à effet de serre. Qu'est-ce que qu'est-ce qu'à ce moment-là, les salariés ou les coopérateurs vont préférer ? Ils ont aussi leur vie, leur travail, leurs revenus, leur famille et donc ils ne vont pas comme ça dire « Bien sûr, pas de souci, ce n'est pas écolo, donc on s'en débarrasse et on ferme boutique ». Donc il y a aussi, je pense, des enjeux de ce qu'on appelle la transition juste. Donc pour passer de secteurs, disons moins verts à

des secteurs plus verts, ou organisés aussi la fermeture progressive des secteurs les plus impactant, j'imagine qu'une partie de de l'économie sociale et là-dedans aussi. Ce sont probablement un peu les mêmes problématiques qu'ailleurs.

- 6) Est-ce qu'il existe selon vous un autre modèle que celui des entreprises sociales qui serait pertinent dans un monde en décroissance ?

Alors déjà, il faudrait un peu un peu voir ce qu'on entend par un monde en décroissance. Si c'est vraiment le monde entier qui a une croissance négative, ou est-ce que c'est l'Europe, ou est-ce que c'est un pays riche d'Europe ? Je pense que c'est un enjeu, c'est difficile à penser dans le monde actuel. Mais même dans un autre monde, c'est aussi difficile à penser. Tout simplement, les salaires. On est dans un pays où il y a l'indexation automatique des salaires. Si on décide qu'on veut payer correctement ces salariés ou que l'opérateur veut se payer correctement. Et puis, s'il y a un peu d'inflation, les salaires augmentent un petit peu, il faut quand même produire du chiffre d'affaires pour les payer. Et alors à ce moment-là, produire du chiffre d'affaires qui augmente un petit peu pour pouvoir assurer ça, ça veut dire aussi trouver des parts de marché supplémentaires, éventuellement aller à l'étranger, grossir et donc ça, c'est une dynamique de prise de taille ou de poids, qui est très difficile à contrer. Et donc sortir de ça et se dire, on a la bonne taille, on en reste là, on a l'impression d'avoir une activité qui n'est pas trop impactante. Et puis on ne veut pas là développer plus que ça parce qu'on sait ce que ça risque. Et puis on ne veut pas pousser à la consommation, je pense que c'est difficile à atteindre. Je ne connais pas beaucoup dans d'organisations qui sont là-dedans et qui arrivent déjà à gérer ça avec sérénité.

Il faut aussi pouvoir se projeter dans ce monde de post croissance ou se monde de décroissance. Est-ce que c'est vraiment un monde qui a un PIB qui décroît ? PIB absolu ? PIB par tête ? Pourquoi est-ce qu'il décroît ? Comment est-ce qu'on gère ça ? Est-ce qu'il y a des coussins, des amortisseurs sociaux ? Est-ce que le l'État providence est là pour amortir ? Notamment pour amortir tous les secteurs qui vont être en en récession, pour que la transition soit juste, etc. Il faudrait voir un petit peu tous les éléments du scénario et puis voire un peu ce que l'entreprise peut faire là-dedans. Mais dans l'absolu, ça dépend si c'est un monde de décroissance récession, qui est assez violent, où on produit beaucoup moins du jour au lendemain, etc. La production se contracte. C'est vrai que ça peut être très dur. Après, si c'est une décroissance mieux gérée, anticipée, sélective, avec de la transition juste, avec des amortisseurs sociaux, c'est autre chose. Donc voilà, je botte peut-être un peu en touche mais j'espère pour de bonnes raisons.

- 7) Si on imagine une décroissance plutôt planifiée, est ce que les entreprises sociales seraient plus résilientes, selon vous, à cette décroissance ?

Sur le papier et à priori, on pourrait penser que oui. Parce que si elles n'ont pas de d'exigence de profit ou de taux de marge minimal pour satisfaire une classe d'actionnaire qui est gourmande et qui parfois n'est pas très consciente des réalités de terrain de l'entreprise. Et que là, ce n'est pas le cas, que les profits éventuels peuvent être mis à disposition pour investir peut-être dans du renouvelable ou pour investir aussi dans tout ce qui permet la sobriété ou aussi pour peut-être aider à la disparition progressive de certains sous-secteurs.

Alors plutôt oui. Oui, on pourrait penser qu'elle serait plutôt plus résiliente. Je dis que c'est sur le papier. Après bon, peut-être que le profil des personnes aussi qui travaillent dans l'économie sociale aiderait aussi. Encore que ça reste aussi à vérifier. En fait, je pense qu'il y a beaucoup de recherches qui restent à faire donc peut-être que votre mémoire y contribue aussi, mais sur ces sujets on a des hypothèses, on a des intuitions et voilà on sent bien que ce monde-là est probablement plus adapté aux formes de l'économie sociale qu'à des formes d'entreprises multinationales fortement capitaliste, financiarisée, etc., dans un monde néolibéral. Oui, très probablement. Et probablement aussi que ces entreprises seront un peu moins des forces de réaction face à des politiques ou face à des évolutions ou qui

acceptent un peu la moindre croissance. Là où d'autres vont tout faire pour que justement cette dynamique de croissance, croissance de la productivité notamment, puisse continuer partout dans l'économie. Puisque c'est par la croissance de la productivité, que les profits peuvent être dégagés. Et puis la valeur actionnariale, etc. Là où les acteurs de l'économie sociale peut-être sont moins attachés bec et ongles à ce que la productivité augmente tout le temps. Donc ils sont plus cool avec ça peut être et donc ils accepteraient mieux un monde post croissance où on ne demande pas toujours plus de productivité.

Interview n°7

L'économie sociale, c'est simplement d'arriver pouvoir mettre le profit de côté par rapport au capitalisme classique, tout en étant un système qui est dans le système classique capitaliste. Donc c'est vraiment les valeurs plus humaines, d'inclusion, d'insertion, etc., dans les structures, avec le respect plus de l'humain, du travailleur dans les activités d'économie sociale. Donc ça va des ETA, des handicapés, des centres de formation, des coopératives sociales. Il y a différents modèles de coopératives, on a les modèles de coopératives d'économie sociale, et puis on a des coopératives plus classiques, soit des coopératives de producteurs, soit des coopératives autres qui n'ont pas forcément cette finalité sociale. Donc ça, c'est à distinguer aussi.

Et par rapport à ce système un peu comme tu dis de décroissance, moi je ne parlerais pas de décroissance à proprement dit. Parce que la décroissance, c'est un terme quand même très générique. Ici, l'économie sociale, est un outil, est un moyen économique qui permet de manière douce de basculer un changement de transition du capitalisme. On voit ce que ça amène le capitalisme par rapport aux surprofits, par rapport aux grandes multinationales et par rapport à cette dichotomie entre les super riches et les plus pauvres. Et on est vraiment maintenant de plus en plus dans ce scénario-là, qui est en train de s'écarter, qui va continuer à s'écarter. Puisqu'on a quand même des enjeux politiques qui sont quand même de manière européenne et globale assez interpellant qui va amener vraiment à cette disparité.

Et nous, dans l'économie sociale, c'est d'amener justement à rééquilibrer tout ça de manière douce. Comme je dis, soit on doit arriver dans un clash, dans une guerre. Je parle même de guerre et de crash clair qui devrait arriver. Soit on arrive de manière progressive à partir des initiatives citoyennes sociales, de se reprendre et de s'affirmer, donc d'oser reprendre tous les corps de métiers capitalistes dans l'économie sociale. Donc par exemple la commercialisation sous différentes structures de coopérative alimentaires. Que ce soit au niveau énergétique, donc c'est vraiment des coopératives citoyennes qui permettent de reprendre en fait des parts de marché du système classique. Et donc en fait, rebasculer dans un système un peu plus public. C'est un peu ça l'idée. C'est que en fait, tous les services publics se sont étiolés petit à petit par rapport à des orientations politiques. Et l'objectif ici, c'est de pouvoir reprendre un peu tous ces outils publics et les remettre aux mains du citoyen et d'en refaire un bien commun avec une répartition des richesses tout en créant de l'emploi.

L'économie sociale doit être dans un système de rentabilité aussi, mais notre objectif prioritaire, c'est aussi la création d'emplois. On est dans un système où la technologie, l'IA, etc., arrivent à une vitesse folle, mais nous, c'est d'essayer de faire résistance aussi à ça et de pouvoir dire mais on doit aussi continuer à maintenir et à créer des emplois dans les différents corps de métier et ne pas lâcher tout ça. Dans le secteur primaire aussi, etc.

- 1) Selon vous, nous avons 2 possibilités face à nous, un choc de la décroissance ou une décroissance planifiée ?

Dans le futur, on va être obligé de décroître, soit via un choc soit de manière planifiée. On est sur un bien commun qui est notre Terre, qui est une réalité, qui nous donne à manger, qui nous héberge, et on voit que ça commence à se dérégler petit à petit. Mais on doit arriver à pouvoir justement tenir compte de tout ça. Et c'est ça c'est 2 mouvements qui sont là, c'est se dire, on va adapter par rapport au réchauffement climatique, avec cette perte de diversité, ces maladies qui montent en croissance, etc., les cancers qui explosent. Tu as une manière de voir qui est de dire, nous, on va chercher des médicaments, pour guérir, mais on ne fait pas de prévention. Ou on va dire qu'on fait la prévention mais on l'a fait de manière minimaliste parce qu'en fait, ça génère beaucoup plus de profits de faire du curatif que de la prévention. Et la prévention est souvent peu rentable. Alors que dans un modèle de décroissance on doit faire de la prévention. Et donc pour moi, tout ce qui se passe au niveau

environnemental, ça lie la santé, ça lie évidemment tous les différents facteurs d'une société. Et ça, on doit arriver à anticiper petit à petit. Donc, l'économie sociale à ce rôle d'anticipation petit à petit, d'un changement de modèle.

Et c'est comme dans les films, on va soit arriver dans un crash total, soit on va arriver dans réellement 2 zones qui vont se confronter à un moment, un système capitaliste et un système beaucoup plus résilient. Et ce système capitaliste, avec les moyens qu'ils ont, parce que ça va être le financier qui va dominer comme pour le moment, l'argent. Et donc ça on va basculer aussi. Donc on doit tenir compte de plus en plus, et ça il y a des modèles en France qui commencent à émerger aussi, un mouvement qui est en train d'émerger pour arriver à tenir compte de toutes les externalités.

Une fois qu'on rentrera dans un modèle économique différent, donc c'est là que tout se joue aussi. Dans le monde de l'économie, là pour le moment, on tient compte de l'économie, c'est juste les entrées et les sorties. Ça veut dire, l'achat de marchandises, des frais fixes, loyer, etc., les salaires, etc. Qui vont permettre de générer un bénéfice, mais on ne tient pas compte de tout ce qui n'est pas rentable. Alors que ça devrait être faire partie du corps business aussi. De dire, quel est l'impact réel qu'on fait réellement au niveau environnemental, au niveau de la santé, au niveau du bien-être au travail, etc., qui devrait être quantifié également. Donc c'est tout ce travail à côté que l'entreprise fait qui devrait être comptabilisé. Et pour le moment, cela ne l'est pas, parce qu'on fonctionne à l'envers. Pour le moment, c'est qu'on te donne des subsides. Mais si on rentrait dans un plan comptable, on arriverait à avoir quelque chose de beaucoup plus vertueux. Parce que les sociétés classiques devront jouer ce rôle-là aussi. Parce qu'ils auront plus de bénéfices s'ils intègrent par exemple l'insertion, s'ils tiennent compte de valeur environnementale, écologique, énergétique, etc.

C'est partir vraiment de l'économie. Donc, quand on parle de crash, c'est vraiment dans un modèle économique également puisque c'est fort lié, ce n'est pas que politique. Et on voit que le politique suffoque pour le moment, parce qu'en fait l'économie a pris le lead. Donc on est dans ce système capitaliste qui est à bout de souffle réellement. Et on doit rebasculer dans un autre sens. Je ne parle pas de communisme ou autre chose, c'est vraiment d'arriver à prendre à différentes parties, les différents mouvements qui sont là et d'arriver à créer un outil le plus résilient possible.

2) Comment est-ce que les modèles d'économie sociale sont-ils adaptés dans un monde en décroissance ?

Tout le secteur de l'économie sociale est en train de continuer à monter. Et ça prend parce qu'en fait, le citoyen en demande aussi. Et pour moi, c'est ça, c'est d'arriver à pouvoir pénétrer le marché classique et devenir concurrentiel. Et de devenir un acteur indispensable qui re-répartit la plus-value. Dans l'alimentaire, entre les producteurs, entre les artisans, entre les corps de métiers, que ce soit dans bâtiment, etc. C'est de re-répartir toutes ces valeurs et que ce ne soit pas mis dans un seul actionnaire ou quelques actionnaires qui s'enrichissent. Là, on arrivera à retrouver cet équilibre aussi de répartition de nos marges qui permet en fait à la structure de vivre, aux acteurs de matière première de vivre, et d'avoir un prix concurrentiel pour les mangeurs ou les acheteurs de biens et de services.

Pour moi, une clé en fait, dans aussi cette notion de bien commun de l'économie sociale, je crois qu'on ne le visualise pas assez bien, mais y a réellement aussi ce côté privatisation simplement de la terre. Ça veut dire que on a privatisé en fait du terrain, alors que logiquement, on est tous humains, et c'est un bien commun logiquement. Et dans tous les pays touristiques, etc., on commence à privatiser des plages, on privatise des forêts, on privatise les surfaces agricoles qui vont aux mains de plus en plus de producteurs, etc. Et en fait, on perd cette notion de bien commun. Nous, en tant que belges, on achète une maison, pour privatiser aussi, parce qu'on doit penser à nos enfants. Et donc on est dans un système et on va emprunter. On est un système en fait capitaliste d'engrenage qui nous crée en fait d'être dépendant de ce système-là. Et donc on doit casser ça.

L'économie sociale, par exemple de se dire on crée une coopérative immobilière, une fondation, permet de canaliser et de remettre ça aux mains d'un bien commun en fait.

Que ce soit au niveau logement, au niveau santé, au niveau alimentation, tous ces côtés-là, doivent être aussi remis aux mains d'un service collectif qui permet de redonner l'accessibilité à tous. Et quand je parlais du foncier, c'est vraiment, le foncier, en fait, c'est la terre. Donc au niveau agricole, on voit les spéculations. Pour le moment, les terres se rachètent de plus en plus cher. Tu peux aller voir un peu le mouvement Terre-en-vue. Terre-en-vue, l'objectif, c'est vraiment de pouvoir reprendre des terres de bien privé et de les remettre dans un bien commun. Et de le cadenasser pour rester des terres nourricières, pour éviter la spéculation de se dire un jour on va peut-être bâtir là-dessus, etc. Et sur ces terres aussi, des entreprises viennent s'installer, privatisent leurs trucs, et c'est là que le capitalisme commence. On achète de plus en plus de bâtiments, d'industrie, et en fait, la valeur foncière a pris une telle ampleur qui génère en fait ce capitalisme. Donc une des sources, pour moi, c'est le foncier aussi, que ce soit agricole ou immobilier.

Discussion autour de différentes entreprises sociales :

Terre-en-vue à trois structures

- Une structure d'ASBL, c'est là qu'on cherche tous les subsides pour toutes les actions des producteurs
- Une fondation pour aller rechercher tous les dons
- Une coopérative avec laquelle on achète les terres

Et l'achat ne se fait que si on a un producteur qui a un projet professionnel à titre principal logiquement même si les lignes commencent à bouger un peu, et qui crée une communauté pour pouvoir rassembler le montant. Donc Terre-en-vue a pour objectif d'avancer l'argent, les producteurs doivent rassembler l'argent pour l'achat de la terre, elle appartient à Terre-en-vue, ils jouissent de la parcelle pendant X années, toute leur carrière, ils la remettent en bien commun par la suite, donc ils ne sont jamais propriétaires. Et doivent continuer à être dans des pratiques bio et préserver la terre.

La gouvernance est multiple dans les différentes structures, ça dépend vraiment des porteurs de projets et du modèle un peu de gouvernance. C'est souvent des gouvernances partagées avec un OA, avec une AG et avec des groupes de travail de manière collective pour les prises de décision. Donc ce n'est pas un gars qui décide, c'est vraiment du collectif. Et ça, chacun est basé sur une charte, sur des processus de fonctionnement, etc. Et il y a des projets qui fonctionnent, des projets qui ne fonctionnent pas, comme dans toute structure. Mais c'est plus complexe. Donc c'est clair que dans ce type de gouvernance, la grosse difficulté c'est toujours l'humain, qui est une force aussi, mais qui est une difficulté aussi.

Dans le collectif des 5C, collectif des coopératives alimentaires, composé d'une quarantaine de coopératives qui ont émergés depuis plus de 15 ans. Dans chaque organe, tu as soit des citoyens soit des producteurs, soit des citoyens et des producteurs, soit des producteurs et des vendeurs par exemple, quand on est plus dans des secteurs B2B.

Par exemple chez Agricovert, c'était vraiment une gouvernance producteurs. Avec des citoyens, mais les producteurs ont le dernier mot. Ici le dernier projet Carolo store, ce sont aussi les producteurs qui sont en place, qui ont logiquement plus de poids dans les décisions. Afin qu'ils soient maîtres de leur outil et que cette coopérative soit à leur service.

3) Est-ce que les entreprises sociales jouent un rôle plus local ?

Oui ça joue, mais pour moi c'est mouvant. Il y a pleins de modèles un peu de structure, des structures ultra-locales, des structures un peu plus territoriales par bassin de vie, des structures régionales et nationales. Ça dépend des secteurs d'activités.

Souvent le problème dans l'économie sociale, c'est aussi la peur, cette gouvernance qui est présente, mais aussi la lenteur, parce qu'on est dans du collectif. Mais ce sont des processus, donc ça pourrait être beaucoup plus rapide et beaucoup plus efficace. Mais comme on est dans l'humain, l'humain suscite quoi ? C'est la confiance et la confiance c'est le plus difficile dans un collectif. C'est ça qui freine souvent. Toujours dans des collectifs, dans les gouvernances, c'est toujours on part sur les peurs, et pas sur ce qui nous mets en mouvement et nous rassemble tous ensemble. Ça c'est toujours les difficultés du collectif, que ce soit en habitat groupé, que ce soit en coopérative, etc.

Les freins pour le moment, mais je crois que c'est dans tous les secteurs, et pas uniquement dans l'économie sociale, pour moi il y a 3 freins :

- Une capacité financière : donc on a des modèles où on n'a pas des grosses structures et justement le capitalisme. Et ça va s'accroître avec le fait qu'on a changé de politique. Avant on avait des subsides qui nous permettaient de jouer un peu ce rôle de donateur. Et donc c'était le service public qui nous permettait de faire du fonctionnement et de monter en compétences et en mouvement.
- Il y a une grosse difficulté au niveau des porteurs de projet. Actuellement, on est vraiment dans un désengagement en fait individuel. On sent réellement qu'on est dans l'individualisme de plus en plus, généré pour moi également par les réseaux sociaux et par pas mal d'autres choses, qui génère d'être dans sa petite bulle de bien-être, et de se dire d'abord soit avant les autres. Alors que ça doit d'abord être équilibré ça, ça va être un passage.
- Il y a le professionnalisme aussi. C'est vraiment d'arriver à avoir du professionnalisme dans les structures qui permettent de vraiment rentrer dans la concurrence et être concurrentiel. Au niveau de la com, au niveau du service, etc.

Interview n°8

1) Comment est-ce que vous définiriez la décroissance ?

Ça évolue avec le temps, j'ai l'impression qu'il y a vraiment décroissance économique et que en fait, la croissance économique ne permettait plus de satisfaire nos besoins, enfin, des impacts néfastes sur nos besoins sociaux et environnementaux. Mais qu'ensuite récemment, depuis 10 ans avec toute cette question des limites planétaires, il y a un peu cette idée de comment lier ces 2 concepts de limites planétaires et de la décroissance. Et du coup, cette idée de faire rentrer l'économie dans ce Donut, dans ces limites planétaires, et au-dessus de ce plancher social.

Aujourd'hui, je dirais que c'est ça les grandes caractéristiques, c'est de dire ok en fait on a une taille d'économie qui ne doit pas être trop grande et donc quelle taille lui donner et comment faire cadrer cette taille avec les limites biophysiques. Tout en répondant suffisamment aux besoins des populations pour qu'elles puissent voir vivre correctement et dignement, etc.

2) Comment la décroissance pourrait-elle être mise en pratique au niveau des entreprises ?

J'imagine de manière un peu naïvement qu'il y a déjà moyen d'essayer de réfléchir un peu à sortir de cet impératif de croissance qu'on peut avoir dans les entreprises. Après, ça dépend de quelle entreprise je pense parce que si on est une multinationale, c'est différent que si on est une PME. Une petite entreprise familiale n'a pas vraiment en fait, il y a plein d'entreprises familiales qui n'ont pas vraiment une envie de grandir, qui ont une raison d'être qui est bien différente, ça peut être faire vivre ma famille, ça peut être contribuer à des services dans ma région. Ces impératifs de croissance sont très présents quand même aussi au niveau plutôt des grandes entreprises, j'ai l'impression. Donc déjà questionner un peu cette envie de croissance et cette croissance pourquoi. Je pense c'est déjà un premier élément au sein des entreprises.

Réfléchir un peu à son impact sur l'environnement et sur son secteur d'activité. Je pense aussi que tu peux avoir cette réflexion un peu plus macro entre entreprise, si t'as un cluster et que je ne sais pas, si tu prends le secteur de la Pharma, si tu es plusieurs grosses entreprises Pharma en Belgique, réfléchir un peu au niveau de ton secteur d'activité, comment est-ce que tu le vois sur une évolution dans le temps, quels impacts, ça peut avoir dans le temps. Et est-ce que tu peux grandir, faire grandir ce secteur ou pas ? Est-ce que ça a dû sens ? Enfin, faire questionner, avoir une approche un peu plus sectorielle. Mais bon, ça reste au niveau macro ou méso en tout cas, donc ça répond à moitié ta question. Et au niveau micro, je ne sais pas trop franchement dans l'entreprise. Après il y a différentes dimensions, augmenter la participation des gens, avoir une gouvernance plus participative, ce genre de choses, qui sont des concepts forts promus par la décroissance. Essayer de voir comment tu inscribes ton entreprise dans les limites planétaires. Enfin voilà, c'est toute cette question, un peu de de d'externalité environnementale et sociale, se poser ces questions-là. Mais finalement, ce n'est peut-être pas si loin de la RSE, du jugement durable, c'est une énième terminologie sur ce qu'on a déjà fait. C'est pour ça que l'approche entreprise, je trouve en même temps important que les entreprises doivent produire, etc., il faut quand même produire des choses. Enfin je suis partagé parce que en même temps, il faut que chacun fasse cette réflexion sur la décroissance, sur un peu la sobriété, genre de choses.

Une autre manière c'est peut-être d'avoir les politiques de sobriété. Donc il faut que chaque entreprise et chaque personne fasse un peu ces réflexions là et en même temps les solutions à un problème macroéconomique, il faut des solutions macro à un problème macro. Donc moi ça a toujours été ce que je défends. Souvent je trouve, c'est ce que je trouve qui est limité au sein de l'économie sociale, c'est que parfois on a des approches un peu micro sur des problèmes macros et en fait ce n'est pas comme ça que tu résous les problèmes. Voilà, je trouve que l'approche par les entreprises pour

résoudre nos problèmes sociétaux, elle est bien, mais si elle est encadrée dans une réflexion macro et dire ok, collectivement, comment on s'organise en tant qu'entreprise du secteur de la chimie ou de la sidérurgie ou de la construction pour réduire les impacts et il faut qu'on ait un plan de sortie d'ici 2050, comment diviser nos impacts par 2 ? Et on le fait tous ensemble, tu vois donc sinon je n'y crois pas trop. Ça peut être les pouvoirs publics, qui accompagnent les entreprises dans des clusters, dans des approches sectorielles, pour avoir une réflexion collective sur comment on réduit, prenons le secteur de la construction, les émissions de 50% du secteur de la construction qui font beaucoup de ciment par exemple.

Donc tu vois, ce n'est pas forcément une politique qui doit pénaliser les entreprises ou les entreprises doivent faire tout toutes seules, ça peut être des approches entre ces différentes parties prenantes pour avoir une réflexion collective.

3) Quelles sont les caractéristiques propres aux entreprises sociales qui en font un modèle adapté dans un monde en décroissance ?

Je dirais la première chose, c'est le fait que ce ne soit pas le profit comme boussole, comme moteur pour développer l'entreprise. Et c'est toute l'approche de Jennifer Hinton que tu connais sans doute. Qui a essayé d'avoir cette réflexion sur cette notion du profil et je ne sais pas si elle fait référence aux entreprises sociales mais en tout cas j'imagine qu'il y a une forte connexion de pensée ou de concept entre les entreprises sociales et ces réflexions. Et donc dès que tu as des impératifs de profits, tu as des impératifs de croissance évidemment puisque tu veux maximiser le profit des actionnaires et donc il faut plus vendre, etc. Donc je pense que cette dimension-là, elle est quand même, dans les entreprises sociales une force pour avoir des entreprises qui se posent d'autres questions que le profit et donc ces questions un peu d'impact social, environnemental et des limites planétaires.

Aussi tout ce qui gouvernance partagée, je pense que les entreprises sociales sont un peu à l'avant-garde. En tout cas, elles ont des réflexions quand même plus avancées que les entreprises classiques, pas toujours, mais que beaucoup d'entreprises classiques, et donc peut-être que à ce niveau-là, elles sont plus outillées pour un monde en décroissance. Même si parfois, moi j'ai bossé aux petits riens, c'était ultra pyramidale, 0 gouvernance et c'était ultra hiérarchique, très vertical. C'était y a 10 ans, donc ce n'est peut-être plus le cas maintenant. Et en même temps, les entreprises classiques, ou en tout cas non ES qui sont aussi avec une gouvernance beaucoup de participative, etc. Donc ce n'est pas non plus noir et blanc.

Peut-être aussi dans les secteurs d'activités, elles sont peut-être bien positionnées dans des secteurs qui répondent à des besoins fondamentaux, souvent des personnes et donc à ce niveau-là aussi, elles sont hyper importantes pour atteindre ces objectifs de la décroissance qui sont satisfaire les besoins sociaux et humains de toute la population.

Peut-être aussi des avantages au niveau légal et fiscal puisqu'en coopérative ou en ASBL, tu peux avoir parfois des bénévoles ou pleins d'aides fiscales et légales qui te permettent d'avoir d'autres ressources à disposition. A ce niveau-là c'est peut-être une force aussi, ça peut être une faiblesse parce que du coup t'as du mal à attirer des capitaux ou des investissements, éventuellement faire grandir ton activité, mais en même temps tu peux compter sur d'autres ressources humaines dans ce cas-ci ou de bénévolat, ce genre de choses.

Mais bon, je pense vraiment le cœur du problème, c'est cette idée mettre en premier cette relation au profit qui vraiment fait de vouloir toujours plus pour les grandes entreprises, et pour l'actionnaire donc c'est vraiment un des nœuds du problème, et son incompatibilité avec le projet de décroissance.

- 4) Comment est-ce que vous pensez que le modèle d'entreprise sociale peut contribuer à la lutte contre le changement climatique ou la préservation de l'environnement ?

Encore une fois, moi je ne crois pas trop en cette approche de résoudre un problème global à l'échelle micro. Je crois que c'est en fait, c'est une grosse erreur méthodologique. Oui, on peut les petites choses, c'est bien, il ne faut pas non plus oublier ça. C'est comme les comportements individuels, ce n'est pas non plus à blâmer et ce n'est pas inutile, ce n'est pas ça, mais ce n'est pas en changeant les comportements individuels qu'on va répondre à une stratégie, à un problème global. Donc oui, les entreprises sociales, c'est un beau modèle, c'est inspirant, etc., mais il ne faut pas utiliser cet alibi en fait. On dit « regardez, elles font ça bien, il faut que tout le monde fasse comme ça pour résoudre le problème ». Ce n'est pas comme ça que ça va marcher. Donc encore une fois, il faut des politiques macro pour répondre à des problématiques macro. Et je suis très sceptique sur le combat. En fait, j'ai parfois l'impression qu'on met beaucoup d'énergie dans ce combat d'économie sociale, etc. On veut changer le système, mais en fait on ne se donne pas les moyens de réfléchir au-delà que juste les entreprises d'économie sociales et donc là, c'est la même chose, on veut changer, on veut réduire les impacts et devenir neutre en carbone en pensant l'entreprise sociale, alors il faut se dire comment l'entreprise sociale peut devenir un modèle pour toutes les entreprises en Belgique, mais ça manque d'ambition. Il y a vraiment un gros décalage entre l'ambition et les moyens qu'on se donne, je trouve.

- 5) Est-ce que l'économie sociale peut intégrer l'ensemble des secteurs ?

C'est une question intéressante, pourquoi pas. Est-ce qu'on pourrait imaginer, c'est un peu tard, mais un réseau de pompe à essence. Historiquement, on aurait pu le faire. Il y a 10 ans, je m'étais dit « on va faire des pompes à essence écologiques où tous les bénéfices seront redistribués pour investir dans les énergies renouvelables ». Le but, c'est que mon entreprise en fait à un moment, disparaisse parce qu'on a plus besoin d'essence. Donc je pense que justement, il faudrait que l'économie sociale investisse ce genre de secteur pour justement pouvoir les transformer. Je pense que justement, on manque de créativité, d'innovation à ce niveau-là et qu'on fait un peu la même chose des titres services, de l'alimentaire, des circuits courts, etc., et qu'en fait on devrait pouvoir aller plus loin, être plus ambitieux. Le groupe Up en France, je trouve est inspirant. Après, il y a eu plein de déboires et de dérivés. Ça a été un groupe d'économie sociale et solidaire qui s'est construit par fusion acquisition donc ils ont acheté plein de petites entreprises d'économie sociale et maintenant ils ont des milliers de salariés. C'est eux qui font les tickets restaurant par exemple, c'est un service grand public qui est disponible dans toute la France. Du coup, c'est une grosse entreprise, ça amène beaucoup d'argent, tu as beaucoup plus de moyens de changement aussi. Donc moi, je suis plus aussi dans le grand et l'ambition parce que du coup, tu as plus de force et de pouvoir de changement à ce niveau-là. Donc ça je pense que c'est une des faiblesses de l'économie sociale, ce sont des petites structures et du coup on reste trop petit pour pouvoir avoir une force de changement. Ce sont souvent des petites structures, des petits réseaux, enfin des petites structures et des petits morceaux de l'activité économique, des secteurs restreints et du coup comme la décroissance, c'est un changement global de la société, en fait il y a un décalage entre le projet de décroissance et les moyens disponibles qu'on les entreprises d'économie sociale. Et en fait, si on était beaucoup plus puissants et plus riches et plus nombreux, en fait on pourrait faire un lobbying intense. On pourrait faire une plateforme, certains le font déjà, mais une plateforme de la post-croissance où les entreprises de l'économie sociale se rassemblent et peuvent faire du politique.

Ça me fait penser d'ailleurs que ce n'est pas toujours le cas. Je dis qu'elles manquent de ressources et de moyens, mais y a quand même, par exemple, cette idée de sécurité sociale d'alimentation. Donc c'est un nouveau projet mené par plusieurs organisations et syndicats en Belgique, type Oxfam, Green Peace, etc., ou encore des acteurs de terrain comme la Beescoop. L'idée c'est de fournir une carte avec de l'argent à chaque citoyen qui peut avoir un minimum pour se nourrir et que tu peux dépenser que pour des produits alimentaires. Et ça, c'est un nouveau projet qui n'existe pas encore, mais qui essaye

de se structurer sous forme de plaidoyer politique pour faire advenir des expériences test. Donc, c'est une idée typiquement post croissance, satisfaire les besoins fondamentaux des citoyens mais portée par les acteurs de terrain qui se sont unifiés. Donc ça c'est un bel exemple qui me contredit de ce que je disais avant, et où on peut s'associer pour faire porter, faire advenir des politiques publiques. Et ça, je trouve que c'est typiquement ce dont on a besoin pour construire un monde en décroissance/post croissance. Il faudrait plus d'initiatives comme ça et donc à ce niveau-là, peut-être que la force des réseaux, des partenariats justement et cette habitude travailler en partenariat et en réseau dans l'économie sociale est une force aussi pour faire advenir ce genre d'idées politiques.

Peut-être aussi que du coup, dans ce que tu dis, j'ai l'impression que ce n'est peut-être pas assez utilisé alors aussi cette possibilité de collaboration ?

Ouais, parce qu'il n'y a peut-être pas non plus de projets idéologiques commun, il n'y a pas un projet de société commun. Chacun développe son entreprise et c'est normal, il n'y a pas un projet de transformer la société. L'objectif de LPP, ce n'est pas transformer la société. Enfin, peut-être, mais c'est d'abord fournir des produits alimentaires de qualité aux liégeois et de financer les producteurs, genre de choses. Et ces gens sont tellement occupés et c'est normal, parce que développer une entreprise sociale, ça demande beaucoup de ressources et c'est très intense. Et du coup, t'as pas le temps de penser au projet de société. Or, les besoins de la décroissance, c'est aussi ça, c'est réfléchir au projet de société et réfléchir à comment est-ce qu'on peut faire advenir des politiques publiques et transformer la société au sens large, et donc là il y a un peu un décalage.

Interview n°9

- 1) Quels sont, selon vous, les éléments qui caractérisent les entreprises sociales et qui font que ce serait un modèle particulièrement adapté dans un monde en décroissance ?

On a un positionnement qui se trouve sur notre site, dans le manifeste, qui est un positionnement assez critique par rapport au système capitaliste. Or le système capitaliste repose sur le paradigme de la croissance, c'est à dire d'augmenter les productions, les gains, les bénéfices. Et donc c'est une machine dont on voit qu'elle s'emballe maintenant, puisque on est dans un monde fini et que les ressources sont limitées. Évidemment, c'est vraiment au cœur de de notre système, tout est basé là-dessus, y compris les redistributions possibles et les prélèvements en termes d'impôts, de TVA, de, de cotisations sociales, tout ça est quand même basé sur un modèle de croissance. Et donc, si on le remet en question, c'est difficile parce que ça remet en question aussi ces mécanismes de redistribution. En même temps, c'est ça qu'il faut faire, il faut le remettre en question et donc il y a beaucoup d'idées qui germe pour le moment, qui ne remettent pas vraiment en question cette idée de croissance. Dont une version d'ailleurs, c'est clair, c'est l'idée de la croissance verte par exemple, c'est à dire qu'on continuerait la croissance, mais on tiendrait compte davantage de certaines limites environnementales. Mais je pense qu'il est assez démontré que ce n'est pas vraiment une solution et que c'est plutôt une manière de poursuivre en changeant les choses, mais pas radicalement. Et que donc ça ne résoudra pas le problème devant lequel on est.

La question, c'est évidemment, l'économie sociale, comment est-ce qu'elle se positionne par rapport à ça ? Donc, globalement, nous on est plutôt attentifs à cette idée de décroissance et aux auteurs qui amènent ces idées là puisque en analysant le système tel qu'il existe, on pense qu'il est nocif par cette dimension et cette omniprésence de la croissance. Et en même temps, il y a un paradoxe, puisque l'économie sociale n'occupe qu'une toute petite place, n'occupe qu'une toute petite partie des productions économiques et sociales. Et donc nous, on a aussi un objectif finalement de croissance de l'économie sociale, c'est-à-dire d'augmentation de du nombre d'acteurs, du volume d'activités. Donc il y a un peu un paradoxe entre à la fois être d'accord sur l'idée d'une décroissance globale et en même temps poursuivre des objectifs de développement et de croissance d'un type d'acteurs. Une nuance quand même, c'est que je pense que l'économie sociale, on est en en discussion là-dessus, sur des questions de changement d'échelle. Et notamment, on observe de la part des acteurs de l'économie sociale, que rares sont ceux qui visent une croissance simple, c'est à dire une simple augmentation de leur taille, de leur effectif. Et que souvent quand ils réfléchissent à une croissance, ils intègrent des dimensions de proximité, probablement avec leur finalité sociale. Puisqu'un des éléments de l'économie sociale, c'est aussi la gestion participative, donc il y a un enjeu aussi de, à force de croître, la gestion participative devient plus complexe, parfois est remise en question. Il y a une idée de réponse à des besoins sociaux, donc parfois la meilleure manière de répondre à des besoins sociaux n'est pas de croître en interne, mais c'est cette idée d'essaimage notamment, qu'on réfléchit beaucoup pour le moment, qui est de croître mais en démultipliant plutôt sur d'autres territoires des solutions telles qu'on les a testées à un endroit. Donc c'est une espèce de croissance comme les fraisiers. Donc ça, c'est des exemples de réflexion à qui semblent quand même assez présentes parmi les acteurs de de l'économie sociale.

Et la manière sans doute dont on se démarque peut-être des acteurs classiques, c'est que la croissance arrive parfois à développer des réponses marchandes à des besoins qu'on a finalement suscités. Le rôle de la publicité par exemple, souvent cité comme un élément qui soutient la croissance et qui fait en sorte qu'on vend des produits dont les gens n'ont peut-être pas forcément besoin, mais dont ils ont un moment donné eu envie. Parce que on leur a fortement suggéré que c'était ça qu'il fallait acheter, qu'il fallait faire. Et donc l'économie sociale peut utiliser la publicité, mais elle va rarement rentrer dans cette logique de créer des besoins ou de susciter des besoins et puis d'y répondre. Elle travaille plutôt

dans les grandes lignes, à identifier des besoins justement, qui ne sont parfois pas bien remplis par les acteurs marchands classiques, et elle y apporte une réponse particulière. Et donc elle est surtout orientée par une finalité sociale qui peut comprendre la réponse à des besoins bien identifiés de personnes. Et non pas la croissance pour la croissance. Je crois que ça, c'est quand même un gros changement.

Alors je pense qu'il y a peut-être d'autres acteurs que les acteurs de l'économie sociale qui réfléchissent comme ça, ce n'est pas impossible. Mais il y a aussi des acteurs de l'économie classique dont le modèle consiste à cette dérive, de faire plus de bénéfices, pour faire plus de bénéfices, de grandir et pour grandir, de développer des besoins futiles. Alors ça pose la question évidemment, de comment déterminer les besoins auxquels on doit répondre ou pas. En essayant d'éviter aussi des jugements de valeur sur ce qui est bien et pas bien. Ça pose aussi la question, je trouve liée à la décroissance, c'est forcément la question de la planification démocratique de l'économie. C'est-à-dire, est-ce qu'il y a d'autres moyens que le marché, puisque pour le moment c'est le marché et l'État, l'État joue quand même un grand rôle aussi, mais toujours en mettant en avant la place du marché, comme le dispositif qui permet de dire si quelque chose doit être produit ou pas. En fait, on pousse les acteurs à essayer, s'ils réussissent, ils pourront poursuivre, s'ils ne réussissent pas sur le marché, ils devront s'arrêter. Et il n'y a pas beaucoup de règles pour dire qu'est-ce qu'on peut produire, qu'est-ce qu'on ne peut pas produire, comment est-ce qu'on le produit. Il y a quand même une espèce de cadre qui fait que tout ça est plutôt libérée de beaucoup de contraintes. Une des difficultés d'ailleurs, c'est de réintroduire des contraintes puisque maintenant il y a des conventions internationales qui disent qu'on doit modifier les choses, mais on y arrive très difficilement parce qu'on a été habitué à ne pas avoir ces contraintes et que là, on veut en réintroduire pour des raisons environnementales. Il y a quand même des contraintes sociales aussi, mais qui sont aussi souvent mises à mal par toute une série de mécanismes. Et donc le modèle de décroissance, je pense qu'il pose la question aussi de comment est-ce que on pourrait décider autrement que par le marché de ce qu'il faut produire, en quelle quantité, où et de quelle manière. Et ça, il commence à y avoir des réflexions chez les chercheurs et parfois chez certains politiques, qui évoquent cette idée de planification démocratique et écologique de l'économie. Avec aussi un historique, donc il y a des pays qui ont fait ça mais qui n'ont pas perduré, n'ont pas réussi non plus sur le plan économique et politique. Et donc je pense qu'il y a d'autres manières puisqu'on parle bien de planification démocratique. On ne parle pas de quelques élites qui décideraient pour nous de ce qu'il faut produire à l'avenir avec des plans dirigés, mais d'un processus qui consisterait quand même à faire réfléchir les citoyens de ce dont on a besoin et de comment on va s'organiser pour le produire, évidemment. C'est un peu un élément qui manque, c'est un peu un rêve parce qu'il faut innover, ce ne sont pas des procédés dont on a beaucoup la pratique. Ce que les auteurs font parfois, c'est qu'ils évoquent les situations de guerre en disant « mais pendant des situations de guerre, il a fallu que l'État planifie les besoins, organise la production d'une certaine manière. Alors je ne sais pas si c'était toujours démocratique. Mais ça c'était un autre précédent aussi historique, auxquels ils font référence parfois. Mais en fait, ici, il faudrait le faire en dehors d'une période de guerre, même si la guerre est présente en toile de fond. Et par rapport à ce plan, à cette question-là, il y a quand même un lien aussi qui peut être fait avec l'économie sociale, en tout cas en théorie et partiellement en pratique, c'est que l'économie sociale, dans sa définition, repose quand même sur cette idée de faire participer différentes parties prenantes aux orientations de l'activité et de l'entreprise. Et donc, dans certains cas, on pourrait peut-être avoir des formes embryonnaires à l'échelle d'une entreprise, d'une sorte de planification démocratique, avec des orientations qui sont prises par les associés dans une coopérative, dans une association pour dire « Voilà dans les 2 années qui viennent, voilà ce qu'on va faire, voilà ce qu'on va produire, voilà comment on va s'organiser, voilà à quel besoin on va répondre ». Donc je pense qu'il existe quand même des formes de planification de la production, mais évidemment, à l'échelle d'une entreprise, ce qui n'est pas la même chose que de le faire à une échelle d'un territoire ou d'un pays ou d'un continent. Mais c'est quand même des facteurs favorables et de connexion entre l'économie sociale telle qu'elle existe et un système de décroissance qui serait adopté à un niveau global.

Maintenant, l'économie sociale, elle est diverse et les acteurs ne sont pas toujours d'accord entre eux, mais probablement que plus qu'auprès d'autres acteurs, cette idée de décroissance et de planification. Mais bon la décroissance c'est un mot qui a quand même fait un chemin récemment assez important. Donc vu l'augmentation des signaux d'alerte, je pense que ça plaide évidemment pour une remise en question du modèle. Donc, plus on s'enfonce dans les crises ne changeant pas le modèle fondamental, en fait ce qu'on change, c'est on adapte à la marge, mais on voit bien que ça n'a pas beaucoup d'effets sur tous ces phénomènes auxquels on doit faire face. Et donc je pense que ça, ça plaide pour des idées nouvelles. Et donc la décroissance, même si c'est une vieille idée qui trouve ses sources, enfin, j'ai été à la conférence de Timothée Parrique, qui explique bien toutes les sources historiques de cette idée. Mais bon, à l'époque, c'était une idée probablement encore plus minoritaire. Ici, j'ai l'impression qu'elle se développe, elle s'étend, on en entend plus parler. Evidemment, il y a des biais, quand on est acteur de l'économie sociale, on est particulièrement attentif à tout ça, donc probablement qu'il y a plein d'acteurs et de personnes qui n'ont jamais entendu parler de ça. Mais elle fait quand même son chemin. Et l'économie sociale est sans doute un acteur qui probablement peu le plus entendre ça, voir jouer un rôle dedans. Même si à l'intérieur de l'économie sociale, je pense qu'il y a des acteurs aussi qui pourraient ne pas être d'accord.

On a écrit un texte autour de l'idée de limite. Ça fait d'ailleurs référence à ce à ce texte « Les limites de la croissance », qui était un des éléments de base, finalement, de la décroissance. Et donc pour moi, l'économie sociale, c'est quand même un type de d'entreprise finalement, qui se donne des limites, ce qu'ont tendance à ne pas faire certains acteurs, qui précisément n'ont pas de limite en matière d'objectifs qu'on donne aux travailleurs, en matière de profit qu'on cherche à obtenir, en matière des faits environnementaux qui ne sont pas pris en compte et donc c'est comme si on n'avait pas de limites environnementales. L'économie, je l'ai dit, repose sur cette idée de ne pas avoir de limites et certains acteurs sont vraiment exemplaires de ça. Et au contraire l'économie sociale se donne une série de limites. Et une des limites, par exemple qu'on trouve, c'est la limite dans la distribution des dividendes. Mais je pense qu'il y a aussi d'autres limites que dans la pratique les entreprises se donnent. Ça peut être des limites éthiques, ça peut être des limites des choses qu'on n'accepte pas de faire. Maintenant c'est de nouveau cette contradiction avec, on est dans un système où malgré tout, les entreprises doivent quand même arriver à des seuils de rentabilité, donc pour y arriver, elles doivent quand même couvrir leurs coûts, et pour couvrir leurs coûts, elles doivent souvent vendre des biens et des services. Donc il arrive probablement qu'elles promeuvent, y compris par la publicité les biens et services qu'elles proposent. Mais il me semble que c'est fait dans un autre but que ce qu'on peut observer chez certains acteurs, je ne dis pas chez tous les acteurs du monde capitaliste et marchands, mais chez certains acteurs en tout cas. Donc cette idée de limite, moi, je crois que c'est une caractéristique des entreprises d'économie sociale. Et effectivement la réponse à un besoin social, ça me semble aussi quand même un élément fondamental, même s'il peut toujours être amélioré. C'est à dire qu'on ne répond pas parfaitement ni à tous les besoins sociaux. Et précisément dans un des services qu'on rend nous, qui est l'évaluation d'impact social. En fait, on accompagne des entreprises à se questionner sur leurs impacts. C'est à dire qu'est-ce qu'elles changent dans la vie des personnes à qui elles rendent service ou vendent des biens. Et souvent, ce travail-là permet de se reconnecter avec la question des besoins auxquels on cherche à répondre. Donc en étudiant les impacts, on se questionne sur le fait, quel était notre connaissance des besoins auxquels on cherchait à répondre et aussi à la manière dont on va y répondre. Donc souvent, c'est un questionnement sur des choix qu'on a faits dans l'organisation, dans les procédés, dans la manière de rendre des services ou de vendre des biens, il y a tous des choix qui sont aussi le propre, je crois, de l'économie sociale. Donc elle rend des services et elles vendent des biens, mais pas n'importe comment. Elle va s'organiser d'une certaine manière ou faire des choix qui concernent vraiment la production, la distribution et la vente de ces biens. Et normalement, ces choix sont eux aussi dictés par rapport à cette question des besoins auxquels on veut répondre et des impacts qu'on cherche à avoir. Et donc nous, notre accompagnement d'entreprises sur ces questions-là, permet de questionner cette connexion forte entre des besoins, des manières de procéder et des effets et des impacts. Et on peut toujours s'améliorer, c'est à dire que si on a un

questionnement de ce type-là, les entreprises peuvent se dire on peut mieux faire ou il y a des besoins auxquels on ne répond plus parce que on les a perdus de vue ou bien il y a des nouveaux besoins qui sont apparus auprès de notre public auxquels on ne répond pas encore. Donc on va lancer une nouvelle manière d'y répondre. Donc je crois qu'ouvrir un peu la boîte de c'est quoi une entreprise d'économie sociale, et recréer cette espèce de chaîne qui existe entre besoin, manière de répondre et impact, c'est aussi une manière intéressante de voir ce qu'est une entreprise finalement. Et que des entreprises classiques, on peut être parfois un peu perdu de vue. Le problème c'est que je n'ai jamais travaillé que dans l'économie sociale, donc je ne peux pas bien parler de de l'économie marchande ordinaire, mais de nouveau, je pense qu'il y a des exemples quand même assez clairs où l'entreprise ne travaille plus sur des besoins ou ces besoins sont parfois intenable vu le contexte. Deuxièmement, les procédés qu'utilisent les entreprises. Si le but, c'est réduire absolument tous les coûts, on va exercer une pression sur les travailleurs, on va faire de la quantité, du chiffre, au détriment de la qualité et du sens au travail. Et on a aussi tous des impacts sur le public auquel on vend, sur les travailleurs et sur l'environnement, dont on n'aura pas tenu compte dans l'analyse. Donc je crois que l'économie sociale c'est aussi toute cette idée d'externalité qu'on utilise en économie, mais où l'économie classique, finalement, rejette vers la société le coût de rétablir ce que l'entreprise a défait. Et ce n'est absolument pas pris en compte par l'entreprise, ni par le prix payé, ni par l'État dans les impôts par exemple, on pourrait imaginer des impôts en fonction des externalités. Ce serait d'ailleurs intéressant. Il y a des entreprises très profitables, mais souvent ces entreprises très profitables appliquent des modèles qui consistent à ne pas tenir compte de certains couts qui sont payés par la société, il y a plein d'exemples de cela. Et je pense que l'économie sociale consiste précisément à essayer de modifier ça avec probablement une profitabilité moindre. Il existe rarement des entreprises sociales qui feraient chaque année des bénéfices plantureux et qui se demanderaient ce qu'elles vont pouvoir faire de ces bénéfices. Souvent, elles sont à l'équilibre ou elles ont un petit bénéfice qu'elles réaffectent à leur objet social, qu'elles réinvestissent ou qu'elles distribuent, mais de manière limitée. Mais, c'est aussi une faiblesse finalement de l'économie sociale. Mais voilà, la preuve existe que c'est possible. Je crois que la condition, c'est aussi de ne pas être obnubilée par cette idée de bénéfice et de distribution de dividendes, mais d'être plutôt motivé par l'idée d'une finalité sociale, c'est à dire d'une réponse à des besoins sociaux. C'est ça le paramètre à mon avis principal. Le problème c'est qu'il y a des personnes qui sont motivées par ça et il y en a beaucoup d'autres qui ne le sont pas et qui ne sont plutôt attirés par le schéma classique. Dans les entrepreneurs, je parle, dans ceux qui lancent des entreprises.

- 2) Comment est-ce que vous pensez que le modèle d'entreprise sociale peut contribuer à la lutte contre le changement climatique ou la préservation de l'environnement ?

Nous avons réalisé une étude il y a quelques années et qui s'appelle « Les verrous économiques de la transition ». C'est vraiment toute une analyse sur notamment la connexion de la croissance avec la question de l'énergie. C'est à dire qu'on voit que la courbe de la croissance économique est connectée avec la courbe des besoins en énergie puisque notre économie est quand même fortement dépendante des ressources en pétrole, charbon, énergie nucléaire, etc. Et donc les 2 courbes sont vraiment corrélées, donc penser qu'on puisse continuer dans la croissance et déconnecter avec l'extraction des ressources et l'utilisation des ressources, c'est un mensonge, c'est ce qu'on essayait de décrire dans cette étude.

La question des impacts environnementaux, c'est une bonne question parce que c'est vrai que je crois que l'économie sociale est un peu partagée. Je pense qu'il y a des acteurs qui sont par les choix qu'ils ont faits, du type d'activité, du type de modèles économiques, etc., qui sont pleinement dans et parfois de manière avant-gardiste, c'est à dire avant que ça devienne vraiment un élément majeur du discours et de l'actualité, il y a des acteurs de l'économie sociale qui étaient en avance et qui ont basé leur modèle finalement sur notamment la récupération des ressources, le recyclage, cette économie circulaire qui est devenue à la mode, il y a des acteurs qui font ça depuis très longtemps donc je pense qu'il y a des acteurs qui sont vraiment à la pointe. Et puis il y a d'autres acteurs de l'économie sociale

qui, peut-être, n'ont pas le même modèle économique, n'ont pas fait les mêmes choix et qui sont plus ou moins sensibles à cette préoccupation. Et donc, il y a un travail qui doit être fait pour que l'économie sociale intègre aussi ces éléments-là, ce qui n'est pas toujours facile puisque comme je l'ai dit, les marges de manœuvre de sociales sont pas toujours évidentes donc parfois, c'est la préoccupation sociale qui prédomine, l'enjeu étant maintenant de concilier des enjeux environnementaux et sociaux. Tous les 2 doivent être pris en compte. Donc ça c'est un travail que nous on a entamé aussi pour essayer d'intégrer, notamment dans les critères peut être de l'économie sociale, cette dimension environnementale. Dans les faits, c'est variable. Je pense qu'il y a des acteurs qui sont à la pointe et il y en a d'autres qui ne le sont peut-être pas. Et entre les 2, il y en a qui sont en train de faire une progression ou une démarche, une prise en compte. Mais ce n'est pas encore le cas de tout le monde.

3) Vous pensez qu'il n'y a pas assez de collaboration ?

C'est vrai aussi, oui. Enfin je ne sais pas. Là-dessus, je suis partagé parce que parfois, on a un discours en disant « oui, les valeurs de l'économie sociale, c'est aussi la coopération entre les acteurs et les valeurs du monde marchand, c'est la concurrence ». Et parfois je m'interroge dans la pratique, sur la capacité, il y a des exemples où on voit que l'économie sociale arrive à coopérer, mais il y a aussi des exemples qu'on voit, que c'est difficile, voir finalement qu'on n'échappe pas à cette logique de concurrence entre acteurs. Et inversement dans les acteurs classiques, je pense qu'il y a une concurrence, c'est sûr, mais on voit aussi des exemples de pratiques de coopération entre acteurs économiques sur un marché concurrentiel. Donc, je ne sais pas si on peut tirer des conclusions de ça. Mais c'est vrai qu'une société décroissante revient probablement à modifier cette logique au cœur des entreprises, mais aussi la logique de relation entre les entreprises. En théorie, l'économie sociale est bien placée puisque la coopération est une valeur théorique au cœur de l'économie sociale. En pratique, c'est plus difficile à faire qu'à dire en fait. Affirmer qu'on coopère, c'est facile, mais le réussir, c'est autre chose. Et c'est de nouveau des chantiers sur lesquels on travaille, en essayant de mettre ensemble des acteurs de l'économie sociale. Souvent, c'est pour remporter des marchés. En fait, c'est pour soutenir une forme de croissance aussi, c'est pour remporter des marchés auxquels ils n'auraient pas accès seul. Donc là on retombe sur cette contradiction dont je parlais au début, qui est que l'économie sociale cherche quand même à croître puisqu'elle a une taille vraiment très petite. Mais que, en théorie, elle pourrait adhérer à un projet de décroissance.

4) L'économie sociale peut-elle intégrer d'autres secteurs plus polluants, historiquement composés d'entreprises capitalistes ?

Nous, c'est notre croyance. C'est qu'effectivement, par l'expérience que l'économie sociale mène depuis longtemps, mais ce n'est pas seulement des idées, c'est des pratiques. Ces pratiques, pour le moment, elles s'inscrivent dans un cadre qui ne lui est pas entièrement favorable. Et donc si on changeait ces règles, ces pratiques pourraient s'étendre. Et donc il y aurait à la fois une extension de l'économie sociale, mais pour peut-être avoir globalement une décroissance. Ça pose peut-être aussi la question de : est-ce qu'il faut répondre à tous les besoins par une réponse marchande ? L'économie sociale parfois développe des dispositifs qui ne sont pas forcément ceux du marché avec la vente et l'achat, mais peuvent être plutôt de l'échange, de la réciprocité. Et donc là aussi, je pense c'est peut-être un élément. Quand on parle de décroissance, finalement, c'est peut-être aussi la décroissance de l'importance du marché comme dispositif d'organisation de nos sociétés et de d'organisation de l'économie.

Alors je ne pense pas qu'on puisse s'en passer totalement du marché. Donc le marché est un dispositif qui a quand même des avantages, mais la place qu'on lui donne est peut-être trop importante. Il y a peut-être des biens et des services qui pourraient être rendus accessibles autrement que par le marché. Donc ça peut être soit par un rôle de l'État dans certains services fondamentaux. Je pense par exemple

à la mobilité. Si on veut vraiment décroître et diminuer le rôle des véhicules individuels, il faut une offre publique je pense, bon marché ou peut être gratuite, financée par des prélèvements. Pour vraiment basculer dans une toute autre manière de se déplacer. C'est aussi une manière de décroître, c'est peut-être de diminuer la place qu'on a accordée au marché pour tout. Finalement, tout est devenu marché de le marché. C'est aussi d'ailleurs ça qui alimente la croissance, c'est que dès qu'il y a un nouveau besoin, le marché est chargé d'y répondre et donc des acteurs s'installent, se développent et ça augmente chaque fois le volume des transactions, etc. Alors que dans certains cas, je pense, des biens et des services doivent peut-être sortir de la logique du marché, avec prise en charge par l'État.

Il y a peut-être une autre logique qui peut être parfois aussi le développement de certains échanges et services. Alors, de nouveau, peut-être pas de manière majoritaire, on ne rêve pas d'une économie où tout serait échangé sans argent. Mais pour certains services de proximité pour certains besoins finalement, est-ce qu'il faut forcément passer par la monnaie ? Il y a peut-être des besoins et qui peuvent créer une satisfaction aussi, collective et individuelle, équivalente à l'achat. Mais donc, ce sont des transformations vraiment importantes, dans lesquelles selon moi, l'économie sociale a une série de d'atouts. Mais il faudrait que des changements du cadre interviennent pour que ces atouts soient vraiment pleinement utilisés. Je pense que Timothée Parrique développe quand même à certains moments justement le rôle d'acteur différents et de l'économie sociale. C'est un des auteurs auxquels je pense, il y en a d'autres sans doute. Mais la difficulté, c'est que tant qu'on ne change pas les règles, l'économie sociale joue quand même le jeu actuel dominant, c'est à dire qu'elle cherche à se développer. Si les règles changeaient, ça pourrait avoir des effets en cascade sur les acteurs de sociale qui, je ne sais pas, pourraient essaimer d'une autre manière, pourraient explorer peut-être encore d'autres manières de répondre aux besoins que ce qu'elle met en œuvre pour le moment dans un contexte particulier qui est celui du capitalisme marchand et libéral.

Parce qu'en fait la clé de la décroissance, ce sont aussi des changements comportementaux individuels. Or, c'est très difficile puisqu'on a plutôt éduqué les gens à ne pas avoir de limites, à avoir accès à des biens et services qui sont insoutenables d'un point de vue environnemental et social, mais de manière massive on leur a dit « si, c'est là, si tu as l'argent, prends-le ». Et maintenant on devrait revenir là-dessus. Or une partie importante de l'humanité a eu ça, même si c'est une partie minoritaire. Et donc il y a toute une partie, quand on pense aux milliards de chinois, d'Indiens, d'Africains qui n'ont pas connu ça et à qui on a dit « mais si, vous allez y avoir accès, allez-y continuez sur cette voie-là ». Et puis maintenant que nous, on en a bien bénéficié, on leur dirait « non, finalement, ça ne sera pas possible ». Donc ce sont quand même des changements fondamentaux, très lourds de conséquences et très difficiles à opérer. Donc on sait, ce qui ne va pas. Maintenant, comment est-ce qu'on va s'y prendre pour faire ce changement ? Ça, c'est une autre paire de manches.